

Mémorial Hélène De Beir - Memorial Hélène De Beir (1974 - 2004)



Membre COB / Lid OGB / Member OCB 1995
Présidente COB / Voorzitster OGB / President OCB 1996 - 1997

Vous trouverez ci-dessous tous les articles parus dans le journal "Le Soir" de 2004 à maintenant.

Hieronder vindt u alle artikelen in de krant "Le Soir" van 2004 tot nu.

You will find all articles appeared in the newspaper "Le Soir" of 2004 in below now.

De Beir: le commanditaire du meurtre libéré

n.c.

Jeudi 8 juillet 2010

Yakub Khan, l'homme qui a commandité l'assassinat de la Courtraienne Hélène De Beir et de quatre autres membres de MSF, en 2004 en Afghanistan, a bénéficié d'une nouvelle libération, lit-on dans Le Soir. La relaxe s'est basée sur la base d'un troc "avec l'accord et la caution morale des anciens du village d'origine du détenu". L'objet du troc en échange de sa libération: ramener son cousin Yusuf dans les rangs gouvernementaux ou en prison en échange de sa liberté. En juin 2004, deux hommes armés interceptaient un convoi de MSF dans la région de Badghis et tuaient les cinq occupants dont la Belge **Hélène De Beir**. Les deux hommes avaient été arrêtés et jugés sommairement. Le commanditaire Yakub Khan, ex-chef de police et protégé par un clan, a été arrêté au moins trois fois mais n'a jamais été condamné.

Affaire De Beir: l'espoir s'évanouit

LALLEMAND, ALAIN

Jeudi 8 juillet 2010

Afghanistan Libération - définitive? - du commanditaire du meurtre de la jeune humanitaire belge

Justice ne sera probablement jamais rendue à la seule Belge à avoir trouvé la mort en Afghanistan: l'homme qui a commandité l'assassinat de la Courtraienne **Hélène De Beir** vient de bénéficier d'une nouvelle libération. Et cette fois, la relaxe s'est effectuée sur la base d'un troc, avec l'accord et la caution morale des anciens du village d'origine du détenu.

Le 2 juin 2004, sur les hauteurs du village de Khairkhana (Badghis), un véhicule tout-terrain de Médecins Sans Frontières-Pays-Bas était intercepté par deux jeunes hommes en armes, et les cinq occupants abattus à bout portant: un interprète et un chauffeur afghans, un logisticien néerlandais, un médecin norvégien et la cheffe de mission, Mlle **De Beir**, une Belge de 29 ans.

Il ne faudra que quelques jours pour comprendre le motif du carnage. Les deux exécutants seront retrouvés et sommairement condamnés. Mais le commanditaire, Yakub Khan, ex-chef de police et protégé par un clan puissant, sera arrêté au moins trois fois, déporté au moins à une occasion vers la capitale Kaboul, mais jamais condamné malgré la pression constante de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège (et de MSF qui quittera pour cinq ans l'Afghanistan).

Fin mai, Le Soir apprenait que le service de renseignement afghan (National Directorate of Security) avait à nouveau mis la main sur Yakub Khan, non pas en relation avec les meurtres de 2004 mais pour de nouvelles violences. Le profil du nouveau gouverneur, un "dur" issu du parti radical islamiste Hezb-i-Islami-Khalis, laissait escompter une justice sévère à l'encontre du prévenu. Las, le gouverneur avait un autre agenda que celui des pays occidentaux. Appréhendé pour des faits que les autorités locales peinaient à établir, Yakub Khan s'est vu proposer une transaction: s'il parvenait à ramener son cousin Yusuf soit dans le giron gouvernemental, soit en prison, Yakub retrouverait la liberté. Par ailleurs, douze anciens de son village se porteraient garants du comportement futur du détenu... En conséquence, Khan a été libéré après un peu plus d'un mois de prison, une libération confirmée à la représentation diplomatique belge à Kaboul.

L'administration belge des Affaires étrangères ne peut que "regretter" la libération: la diplomatie belge est intervenue, au départ tant de Bruxelles que de Kaboul, pour tenter de l'empêcher. Les Affaires étrangères ne désespèrent pas et une source interne confirme qu'il n'est pas question d'enterrer le dossier **De Beir**. Mais à part la volonté confirmée de la Belgique de financer le rétablissement de l'Etat de droit en Afghanistan, on voit mal

comment Bruxelles pourrait rebondir après ce dernier développement.

De Beir : l'assassin appréhendé

LALLEMAND, ALAIN

Mardi 25 mai 2010

Le chef de la mission diplomatique belge à Kaboul a été informé de l'arrestation du commanditaire de l'assassinat de la Belge **Hélène De Beir**, a confirmé ce dimanche un des porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères. Le dossier est sensible puisque, comme vous le savez, ce n'est pas la première fois que cet homme est arrêté. Notre ambassadeur attend des instructions précises de Bruxelles, puis va aborder la question avec les autorités afghanes.»

Ainsi, pour la troisième fois en six ans, l'ancien chef de la police du district de Qadis (province de Badghis), "Haji" Yakub Khan, vient d'être interpellé par les autorités afghanes. L'homme qui a très probablement ordonné, le 2 juin 2004, l'assassinat de toute une équipe de MSF-Holland (dont la Courtraienne **Hélène De Beir**, 29 ans) n'est cette fois pas détenu pour ce quintuple meurtre, mais pour divers "viols et violences" commis ces derniers temps sur la population des vallées qu'il contrôle. Toutefois, cette arrestation représente pour la Belgique une occasion inespérée de traduire en justice l'homme qui a fait abattre l'unique citoyen belge tué en Afghanistan depuis le début de la guerre.

L'influence occulte que conserve cet ancien officiel - ce qui lui a permis à plusieurs reprises d'échapper tant à la justice locale que nationale afghane - a poussé cette fois les autorités provinciales à le faire détenir, non plus par la police, mais par l'antenne locale de l'Amaniyat, le redoutable service de renseignement afghan (National Directorate of Security, NDS). Yakub Khan a d'autant moins de chances de s'échapper que, depuis mars 2009, le nouveau gouverneur de la province de Badghis, "Haji" Delbar Jan Arman Shinwari, est un pashtoune issu du parti radical islamiste Hezb-i-Islami-Khalis, un homme qui a régné quatre ans avec une main de fer (une main parfois trop lourde, disent certains) sur la province de Zaboul (Sud). Yakub Khan, lui, Tadjik incarnant la corruption locale, représente tout ce que le nouveau gouverneur combat.

Mais le dossier **De Beir** a déjà démontré qu'en Afghanistan ce genre de présages positifs ne signifie pas grand-chose. Le président Hamid Karzai, de même que l'actuel ministre des Affaires étrangères Zalmai Rassoul (alors conseiller à la sécurité nationale) ont eu beau s'investir personnellement dans le dossier De Beir et obtenir en 2005 l'arrestation et la déportation de Yakub Khan à Kaboul, l'homme a toujours su trouver le moyen de court-circuiter les procédures pénales.

Pour mémoire, alors qu'il venait d'être mis à pied pour faits de torture et corruption, le chef de la police de Qadis Yakub Khan avait ordonné en 2004 l'assassinat d'un convoi MSF pour tenter de démontrer que, sans lui, le chaos était inévitable. Et pour couvrir des cultures locales de pavot.

Afghanistan : le commanditaire de l'assassinat d'Helène De Beir arrêté

LALLEMAND, ALAIN

Dimanche 23 mai 2010

L'ancien chef de la police du district de Qadis, "Haji" Yakub Khan, commanditaire présumé de l'assassinat, le 2 juin 2004, de la Belge **Hélène De Beir**, vient d'être arrêté dans le nord-ouest de l'Afghanistan. Par Alain Lallemand

Rebondissement inattendu en province de Badghis (Nord-Ouest de l'Afghanistan): l'ancien chef de la police du district de Qadis, "Haji" Yakub Khan, commanditaire présumé de l'assassinat, le 2 juin 2004, de la Belge **Hélène De Beir**, vient d'être arrêté et est détenu sous haute sécurité dans les geôles de l'Amaniyat, l'agence de renseignement afghane (National Directorate of Security, NDS) à Qala-I-Now, chef-lieu de province.

Le père d'**Hélène**, Francis De Beir, tente désormais d'alerter un gouvernement belge en affaires courantes pour que l'homme ne soit pas libéré et, six ans après les faits, puisse enfin comparaître devant un tribunal.

Pour rappel, le 2 juin 2004, cinq personnes, soit une équipe complète de MSF-Holland, dont la chef de mission, la Courtraienne **Hélène De Beir**, étaient assassinées à bout portant près de Khairkhaina (Qadis) par deux hommes recrutés par le chef de la police locale. Le premier objectif était, pour ce chef de police qui venait d'être mis à pied, de montrer que sans sa protection la zone deviendrait ingouvernable. Le second objectif était de faire fuir de ce district toute présence étrangère, à l'heure où la province se lançait dans la culture extensive de pavot à opium. Suite à ce quintuple assassinat, MSF avait décidé de quitter l'Afghanistan après 25 années de présence continue. Ils ne sont revenus dans le pays que fin 2009.

Les deux exécutants du carnage ont été interceptés, sont passés aux aveux. Condamnés, ils ont été brièvement détenus. Le commanditaire, lui, a été détenu à deux reprises, mais a été relâché à chaque fois, sans justification. Cette fois, il est détenu pour ces «viols et violences» commis sur la population locale, et sa capacité d'influence occulte est à ce point importante que c'est l'Amaniyat qui a été chargée de le détenir pour éviter toute libération

intempestive.

Sous les gouvernements Verhofstadt, les pressions belges pour obtenir du président Karzaï une condamnation de Haji Yakub Khan sont restées vaines. Cette fois, c'est l'entourage du gouvernement Leterme qui est alerté, la famille de la victime belge demandant que tout soit fait pour obtenir, cette fois, que justice soit faite.

Le retour des "French Doctors"

LALLEMAND, ALAIN

Vendredi 15 janvier 2010

Afghanistan Sans arme ni parti pris, Médecins sans Frontières s'installe au Sud

Helmand, c'est bien plus qu'une province au cœur de la guerre: grâce au fleuve qui la traverse et l'irrigue, elle est le poumon de ce conflit, le lieu où sont produits 58 % de l'opium afghan, largement de quoi défoncer l'ensemble des héroïnomanes du globe. C'est là, au milieu de 8.000 US Marines, 9.500 tommies britanniques et pas moins de 10.000 soldats afghans, que MSF-Belgique a décidé de reprendre pied dans le conflit : depuis cet automne, l'ONG a investi l'hôpital de la capitale provinciale, Lashkar Gah, négocié la mise à distance de toute arme et, depuis cette semaine, encadrée de 212 collaborateurs afghans, une équipe complète de sept chirurgiens et anesthésistes y officie dans la grande tradition de l'intervention "humanitaire, indépendante, neutre, sans escorte militaire", à équidistance des forces coalisées, de l'armée, des insurgés ou barons de la drogue.

Objectif 2010 : dans cette province où même le ministère de la Santé afghan ne sait ce qui se produit hors le chef-lieu, où une patiente peut mettre 48 heures pour parcourir 50 km, MSF rêve de s'étendre hors la ville et, le long du fleuve, "d'installer des structures complémentaires en trois ou quatre points chauds" déjà identifiés, explique le coordinateur MSF pour l'Afghanistan-Pakistan, Brice de le Vingne.

Pour rappel, depuis septembre et après une interruption de 5 ans (lire ci-contre), MSF est de retour au sud de Kaboul, dans cet hôpital Ahmed Shah Baba où 69 nationaux et 5 expatriés ont effectué - sur le seul mois de décembre - 6.000 consultations, assumé 800 urgences et 300 naissances. Des chiffres lourds, pour un travail cependant classique.

Hôpitaux sans arme

Mais la première percée de MSF sur l'arrière-pays aura révélé un paysage différent que celui auquel l'ONG s'était habituée avant 2004. "Ce qui m'a frappé et que je n'avais connu ni en 1996-97 ni en 2001, souffle Christopher Stokes, ancien de l'Afghanistan et désormais directeur général de MSF-Belgique, c'est la militarisation des hôpitaux, l'habitude prise par les intervenants (tant les Occidentaux, que les Afghans réguliers et l'opposition afghane) d'entrer armés jusque dans les salles de soin. En ce compris les "humanitaires", les civils armés, les contractuels à l'irakienne."

Or, dans les conditions posées à son retour, MSF avait obtenu du gouvernement afghan que les armes disparaissent des hôpitaux. Aujourd'hui, pour concrétiser cet accord, jamais MSF n'a négocié si haut dans la hiérarchie militaire, tant coalisée que talibane. "En ce qui concerne l'opposition, nous avons obtenu le feu vert de la Shura (conseil) de Kandahar, et vérifions maintenant, commandant par commandant, jusqu'où les engagements de la hiérarchie se concrétisent sur le terrain", explique Brice de le Vingne. Quant aux forces coalisées, dont les armes sont indésirables mais qui ne veulent pas se passer d'escortes, elles déposent leurs blessés aux portes de l'hôpital. Le respect de la neutralité médicale a forcé MSF à approcher tant le renseignement afghan que les barons de la drogue, à se prémunir contre toute intervention tout au long du traitement, etc. Impressionnant : MSF applique une stratégie d'urgence où le rôle de chacun est bien différencié, comme au cœur des conflits du XXe siècle.

Autre surprise: le très bon état de l'hôpital de Lashkar Gah ("Une très belle infrastructure, avec générateurs: c'est là qu'on voit le travail des équipes provinciales de reconstruction") et... le trésor que recelaient ses caves: "Elles sont remplies de matériel médical très coûteux, très sophistiqué, note Stokes, mais qui reste là à prendre la poussière: des tables d'opération, des concentrateurs d'oxygène, des machines à rayon X de 50.000 euros !" "Idem à l'hôpital de Kandahar, relance de le Vingne: dans les donations, il y avait même une piscine pour le staff médical. Bref, des hôpitaux comme des coquilles vides, qui servent surtout de gare de triage vers les praticiens privés..." Par contre, pas d'autres médicaments fiables que ceux apportés par MSF.

S'emparer de ce matériel, le mettre dans les mains d'équipes médicales effectives, puis, au fil du renforcement des capacités d'intervention (et des garanties de sécurité), partir en exploration du cours du Helmand pour y développer les soins aux populations locales, tel est le projet actuel de MSF dans cette province : "L'insécurité rend les gens très peu mobiles, et les cliniques de district n'existent que sur papier", constate Stokes. Et si les talibans ont implanté des tribunaux alternatifs, ils ont été moins efficaces en matière de santé.

Bref, bonne nouvelle: le concept des French Doctors n'est pas mort avec le XXe siècle. Mauvaise nouvelle: l'urgence, elle aussi, a survécu au siècle.

Militaires et humanitaires : MSF met en garde Pieter De Crem

De retour en son QG bruxellois, le directeur-général de MSF-Belgique, Christopher Stokes, digère mal une phrase lue dans la presse et attribuée au ministre belge de la Défense, Pieter De Crem : "Ce qui nous fait tiquer, c'est qu'il aurait déclaré que "les militaires vont en Afghanistan pour assurer la sécurité des humanitaires", alors que nous, MSF, nous essayons justement d'avoir moins de militaires dans nos hôpitaux." Et la remarque de Stokes n'est pas qu'un mouvement d'humeur : "Nous avons négocié avec tous les partenaires (armée, opposition, coalition) notre retour en Afghanistan comme ONG neutre et sans armes, et ce genre de propos, qui se différencie du nôtre, nous déforce. C'est carrément dangereux pour nous. Il faut que nous en discutons. Il faut une réelle distinction entre militaire et humanitaire."

Cette phrase attribuée à De Crem, Le Soir ne l'a entendue ni en Afghanistan ni au parlement belge. Mais elle trahit un antagonisme qui existait déjà sous le ministre André Flahaut (PS): rapprocher humanitaire et militaire est une fausse bonne idée, cela revient à sacrifier les objectifs stratégiques de l'ONG pour un gain logistique et tactique à court terme.

En tentant de deviner la pensée du ministre, MSF en convient : il n'y a pas de développement et reconstruction sans sécurité. Mais le développement n'est pas l'humanitaire, remarque Brice de la Vingne : "L'humanitaire, c'est évaluer et résoudre les besoins immédiats de la population, sans autre agenda. En Afghanistan, il reste très peu d'humanitaires : 9/10e des associations ont pour but de supporter l'Etat par le biais de formations, de constructions à des finalités politiques. Elles sont présentes pour répondre aux besoins futurs, pas aux besoins immédiats. Certaines associations tentent aujourd'hui de faire les deux, mais j'ai des doutes : comment à la fois aider une population de manière neutre et, par ailleurs, avoir un mandat de développement, ce qui veut dire aider et renforcer le gouvernement en place ? "

Repères

2009, l'année du retour

Durant un quart de siècle, MSF a travaillé sans relâche en Afghanistan. Jusqu'au 2 juin 2004, date à laquelle une équipe de cinq personnes de MSF-Holland (dont la Belge **Hélène De Beir**) a été froidement assassinée en province de Badghis. Puisque la sécurité implicite dont l'ONG jouissait venait de voler en éclat, MSF a alors décidé en quelques jours d'interrompre sa présence. En 2008, après de longs débats internes, et bien que jamais justice n'ait été rendue aux victimes, MSF concluait à la nécessité de revenir au pays, et d'y reprendre dès 2009 des responsabilités de premier plan. Kaboul et Lashkar Gah sont de premiers pas avant de nouvelles explorations à l'Est.

MSF est de retour à Kaboul

AFP; LALLEMAND, ALAIN

Jeudi 5 mars 2009

Afghanistan MSF Belgique est le fer de lance du redéploiement

Près de CINQ ans après le massacre de son staff, MSF retourne à Kaboul et sera actif dans les zones les plus dures.

Le 2 juin 2004, l'assassinat de cinq collaborateurs de MSF Holland (dont la cheffe de mission **Hélène De Beir**, de Courtrai) poussait Médecins sans frontières à interrompre une présence de près d'un quart de siècle, et à se retirer sans délai et complètement de l'Afghanistan. Entre autres conditions, il était annoncé que MSF ne remettrait les pieds dans ce pays qu'à la condition que justice soit rendue et que les coupables et commanditaires du quintuple assassinat soient jugés. Ce qui n'a jamais été le cas : le commanditaire présumé est toujours l'un des cadres de la police afghane, actif en province et de Badghis (Ouest).

Pourtant, MSF retourne à Kaboul, et qui plus est via son centre opérationnel MSF-Belgique (et non MSF France ou Holland, deux des autres choix préalablement étudiés). Après un très long mûrissement - l'ONG caressait ce projet depuis la fin de l'année 2005 -, une mission s'est rendue à Kaboul du 4 au 17 février de cette année pour annoncer aux officiels afghans le retour des French doctors. Et une première mission long terme de quatre personnes s'envole ce samedi pour Kaboul.

C'est un événement, et pour plusieurs raisons : primo, parce qu'avant son départ en 2004, MSF employait en Afghanistan plus de 2.000 collaborateurs locaux, et plus de 100 expatriés. Ils ont toujours été dans ce pays des acteurs indépendants de poids, et ils y retournent à nouveau pour du long terme et sur fonds propres. A terme, ces électrons libres seront sans doute à nouveau significatifs, donc dérangeants.

En fait, ils le sont déjà: MSF se concentre sur l'urgence et refuse de s'engager dans les programmes de «reconstruction», partant du principe que les demandes premières de la population ne sont toujours pas rencontrées, et que les statistiques de santé sont tronquées puisqu'elles sont réalisées par les PRT, ces «équipes provinciales de reconstruction» constituées de militaires étrangers qui n'ont pas un accès réel au terrain.

Secundo, ce retour signifie que MSF a opéré sa propre révolution culturelle. Le siècle nouveau est plus dangereux

que le précédent, l'humanitaire y perd en romantisme et doit y gagner en efficacité sécuritaire, mais ce n'est pas parce que l'Afghanistan demeure volatil et sans justice qu'il faut en demeurer absent. MSF assume un compromis avec le passé... et les dangers du futur. Dans ces conditions, il leur a fallu plus de sept mois pour trouver un chef de mission : "Quand il s'agit d'une mission contre le sida au Congo, on a trente volontaires, résume Brice de la Vingne, coordinateur pour l'Afghanistan et le Pakistan. Quand il s'agit de l'Afghanistan, c'est plus dur... "

Tertio, MSF ne va pas en Afghanistan pour faire de la figuration. Ils ciblent la capitale et deux des provinces les plus dangereuses, Helmand (Sud) et Ghazni (Sud-Est). À Helmand, il s'agit d'épauler l'hôpital de Lachkargah, capitale provinciale. Zone placée sous responsabilité britannique, le Helmand est le grenier à pavot des insurgés (103.000 hectares de pavot, sur les 150.000 que compte l'ensemble du pays).

Ghazni, elle, est un patchwork ethnique et religieux (Tadjiks et Pachtouns, sunnites et chiites), placé sur la route de Kaboul à Kandahar, mais également à l'embouchure de la route de l'Est qui conduit vers le Pakistan et les talibans pakistanais et afghans. Dans cette ville où MSF-France a longtemps eu un projet de lutte contre la tuberculose et la leishmaniose, MSF souhaite là aussi appuyer un hôpital local.

MSF sait que les routes terrestres ne sont pas sûres. Problème : si Helmand dispose d'un aéroport utilisable, Ghazni n'a qu'un hélicoptère, il faut utiliser des hélicoptères privés.

Enfin, MSF sera actif à Kaboul. Un choix "politique", au sens noble: "La population de Kaboul est passée de 1,5 million en 2001 à 4,8 millions aujourd'hui, souligne M. de la Vingne, et bien qu'ils soient victimes de grands mouvements de déplacés, ils n'ont reçu que très peu d'argent de l'aide internationale. Cette aide atterrit hors de la capitale."

Elections le 20 août

La commission électorale a annoncé mercredi qu'elle maintenait la date du 20 août pour organiser l'élection présidentielle, en dépit d'un décret du président Hamid Karzaï demandant un scrutin d'ici au 21 avril. (afp)

Le tueur de Hélène De Beir vit libre à Badghis

LALLEMAND, ALAIN

Lundi 2 juin 2008

Afghanistan Quatre ans après l'assassinat de la jeune Courtraisienne, le dossier judiciaire MSF est à nouveau en panne

Le guet-apens s'était produit le 2 juin 2004, entre 15h40 et 16 h, heure locale, sur une piste de montagne reliant le village de Khayrkhana (Ouest, province de Badghis): deux individus armés de calibres 7.62 et 5.45 - des armes de guerre - ont abattu presque à bout touchant et sans raison apparente cinq humanitaires travaillant pour Médecins sans frontières-Holland : la Belge **Hélène De Beir**, le Norvégien Egly Tynaes, le Néerlandais Willem Kwint et les deux employés afghans Besmillah et Fazil Ahmad.

Bien que MSF-Holland ait très rapidement identifié les exécutants et le commanditaire, et que plusieurs témoignages enregistrés en procédure judiciaire confirment cette hypothèse, le commanditaire présumé de ce carnage vit aujourd'hui libre dans cette même province de Badghis où il jouit de protections clanique et politique de type mafieux. Puisque le meurtre est probablement lié à l'économie locale du pavot, il est intéressant de noter que la province de Badghis, autrefois zone fort secondaire de production, est devenue en 2008 l'une des sept provinces de pointe en matière de production de pavot.

Jusqu'ici, aucune des trois représentations diplomatiques concernées - Pays-Bas, Norvège, Belgique - n'a relâché ses pressions conjuguées, malgré la situation sécuritaire actuellement difficile de l'ambassade des Pays-Bas. Mais comme le note l'un des diplomates qui a soutenu le dossier, "il semble qu'il y ait trop d'interférences dans ce dossier; alors le dossier judiciaire est mis au second plan, certains sont acquittés, les enquêtes s'arrêtent et les personnes appréhendées sont relâchées. (...) La corruption et l'incapacité du système judiciaire afghan à traiter ce genre de dossiers me fait sincèrement douter de l'issue des poursuites. "

Rappelons qu'à la suite du meurtre, MSF avait décidé de quitter l'Afghanistan - malgré une présence continue de plus de vingt ans - et affirmé qu'il n'y remettrait plus les pieds tant qu'une certaine capacité de justice n'avait été établie.

En ce qui concerne les victimes du 2 juin, les Belges n'ont pas lâché l'os, et il n'est pas contesté que le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht a évoqué à plusieurs reprises le dossier lors de ses contacts afghans. A ce jour, **Hélène De Beir** demeure la seule citoyenne belge à avoir perdu la vie en Afghanistan depuis le début de la guerre le 7 octobre 2001.

Les pressions continuent

Par ailleurs, le commanditaire présumé ayant été arrêté en septembre 2007 puis à nouveau relâché en novembre, l'ambassadeur de Belgique au Pakistan, Michel Goffin, a rencontré à Kaboul l'un des directeurs généraux du ministère afghan des Affaires étrangères pour s'inquiéter de cette nouvelle libération. Ce 29 mars enfin, les chefs de mission des trois pays ont obtenu audience aux Affaires étrangères pour tenter de relancer à nouveau le dossier. Apparemment, sans succès : non seulement il est confirmé que le commanditaire du quintuple assassinat est

retourné dans sa province, mais il y occupe aujourd'hui des fonctions officielles. L'une des ripostes possibles est de lancer aujourd'hui une enquête indépendante dont les résultats alimenteraient une relance du dossier judiciaire. Les proches de la victime belge ont pour leur part lancé la Fondation **Hélène De Beir**, dont l'objectif est de financer et d'organiser une recherche scientifique concernant l'efficacité de l'aide humanitaire à travers le monde. Un site internet vient d'être lancé, de même qu'un appel aux donations. www.hdbf.org

AFGHANISTAN: De Beir: De Gucht "déçu"

ASSOCIATED PRESS; AFP; LALLEMAND, ALAIN

Vendredi 26 septembre 2008

n.c.

Brèves (3)!

AFGHANISTAN

De Beir : De Gucht «déçu»

Le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht a qualifié de "tout à fait décevant" le travail des autorités judiciaires afghanes dans le cadre du meurtre, le 2 juin 2004 en province de Badghis, de la Courtraisienne **Hélène De Beir**, 29 ans. Répondant à une question écrite du député Jean-Luc Crucke (MR), le ministre se dit enclin à "tempérer tout optimisme": il évoque de "nombreux cas de corruption et d'interférences politiques. Les cas de déni de justice sont très fréquents". (A. L.)

PAKISTAN

Coups de feu contre des hélicoptères américains

Des hélicoptères de l'Otan en Afghanistan ont essuyé jeudi des coups de feu tirés par des militaires pakistanais, la force multinationale et les Etats-Unis assurant qu'ils étaient en territoire afghan, Islamabad affirmant au contraire qu'ils étaient au Pakistan. Cet incident confirme les vives tensions qui opposent les Etats-Unis au Pakistan, ce dernier accusant les forces américaines en Afghanistan de lancer des incursions sur son territoire, visant les talibans et les combattants d'Al-Qaïda. Interrogé à New York, avant un entretien avec la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le président pakistanais Asif Ali Zardari a évoqué des tirs de "fusées éclairantes, destinées à montrer aux soldats américains qu'ils franchissent la frontière". (afp)

EN DEUX MOTS

Birmanie. Une explosion a retenti jeudi à Rangoon, faisant au moins sept blessés, alors que la sécurité avait été renforcée dans la ville à la veille du premier anniversaire des manifestations pro-démocratie réprimées l'an dernier par la junte militaire au pouvoir. (ap)

Pentagone. A la demande du président Bush, la Chambre a approuvé un énorme budget en faveur du Pentagone, qui prévoit un relèvement de la paie des militaires, ainsi que des milliards de dollars pour la guerre en Irak et en Afghanistan. Au total, la facture se monte à 612 milliards de dollars. (ap)

Assassinat De Beir: le cerveau en prison

LALLEMAND, ALAIN

Vendredi 14 septembre 2007

Afghanistan «Haji» Yakoub Khan intercepté par la police afghane et placé en prison de sécurité

L'ancien chef de la police de Qadis (province de Badghis), "Haji" Yakoub Khan, a été intercepté le 3 septembre par les forces du ministère afghan de l'Intérieur et incarcéré au centre de détention de la Direction nationale de la sécurité (NDS), à Kaboul. Yakoub Khan est le commanditaire présumé du quintuple meurtre de coopérants de MSF-Pays-Bas commis le 2 juin 2004. Parmi les victimes: la Belge **Hélène de Beir**, 29 ans, chef de projet et originaire de Courtrai, ainsi qu'un logisticien néerlandais et un médecin norvégien.

Si on omet une brève détention pour interrogatoire juste après les faits, c'est la seconde fois que Yakoub Khan est arrêté pour ce dossier. A l'été 2006, les deux exécutants du massacre, Abdul Latif et Shampaq, avaient été condamnés en première et seconde instance, à respectivement un et cinq ans de prison. Le dossier du commanditaire avait été scindé.

Et puis, surprise : le 12 septembre 2006, Yakoub Khan avait été relâché "sous caution" de la prison de haute sécurité de Pul-e-Charki. En apparence, cette libération était due au dépassement du délai maximum de détention préventive. Mais une enquête montrait rapidement que, primo, une partie du dossier d'enquête à charge de Yakoub Khan avait disparu et, secundo, que si de l'argent avait éventuellement été versé pour la libération de Yakoub Khan, il ne s'agissait en rien d'une "caution". Yakoub Khan dispose de bons soutiens claniques et de connexions liées au

trafic de drogue et à la criminalité générale.

Avec succès, tant les familles que MSF-Pays-Bas et les postes diplomatiques concernés par le quintuple meurtre (Norvège, Pays-Bas et Belgique) ont depuis lors mis la pression pour obtenir que l'enquête à l'encontre de Yakoub Khan soit relancée, voire réexaminée dans son ensemble. Au printemps 2007, le Premier ministre Guy Verhofstadt avait écrit en ce sens au président Karzai.

Un nouveau procureur a été désigné et semble avoir déjà transmis son réquisitoire au tribunal de seconde instance. Deux raisons permettent d'espérer que cette arrestation débouche cette fois sur un procès : les familles des victimes, représentées par les parents d'**Hélène De Beir**, se sont assurées qu'elles étaient directement plaignantes ; ensuite, la procédure est entièrement entre les mains du NDS et non plus de la police.

Kaboul n'est pas encore Bagdad, mais...

LALLEMAND, ALAIN
Jeudi 31 mai 2007

Afghanistan Nouvelles attaques suicides et accroissement significatif des pertes civiles.

Ces derniers mois, la multiplication des attaques suicides, des mines routières et des pertes civiles évoque irrésistiblement une "irakisation" du conflit afghan. Hier encore, quatre policiers étaient tués par un engin piégé placé sur l'une des routes de la province d'Oruzgan (sud), alors que deux gardiens de sécurité étaient tués dans la province d'Helmand (sud). L'insécurité, qui a gagné depuis plusieurs mois la capitale, contamine le nord du pays. Lundi, dans la ville de Kunduz, deux civils afghans étaient fauchés par un attentat suicide taliban. Dans cette même ville, où sont déployés des soldats belges, trois soldats allemands et six civils afghans avaient été tués ce 19 mai par un autre attentat-suicide commis sur le marché.

Alors que l'Union européenne déploie à partir de ce 17 juin la mission de police Eupol-Afghanistan, l'hypothèse d'une "irakisation" du conflit afghan est menaçante, notamment pour les forces britannique et néerlandaise qui se trouvent en première ligne au Sud et au Sud-est. Il existe cependant plusieurs signaux qui ne permettent pas (encore) de comparer Kaboul à Bagdad.

Tout d'abord, la nature même de l'insurrection talibane : contrairement aux insurgés irakiens, ils se battent pour un territoire, derrière une ligne de front, tentent de conquérir des agglomérations (ce qui débouche sur des affrontements à l'arme légère, en face à face, parfois durant des semaines) et, à défaut de projet de société, voudraient développer une forme alternative d'administration. "Les talibans ne sont pas pour l'instant une force anarchique", note l'analyste de Human Rights Watch, Sam Zarifi, «les talibans veulent le pouvoir, ils veulent imposer leur gouvernement.»

Dans la même ligne stratégique, les talibans s'identifient, se proposent en interlocuteurs... même lorsqu'ils pillent les convois. Le programme alimentaire mondial vient d'en faire l'expérience : ce 24 mai, lors du vol d'une cargaison de 52 tonnes de céréales à Bala Murgab (Badghis, Nord-ouest), les talibans ont remis au chauffeur une lettre justificative, avec - en cas de réclamation ? - le numéro de téléphone satellite du commandant taliban concerné.

De la même manière, bien qu'ils aient appris par l'exemple irakien à utiliser la propagande par vidéos, les talibans ont souvent soin d'identifier par leur nom réel les responsables talibans qui s'expriment devant l'opinion publique.

Enfin, ultime distinction positive : l'issue favorable, ce dimanche, de la triple prise d'otages frappant l'ONG "Terre d'Enfance" confirme que les talibans fixent à leurs enlèvements des objectifs concrets et accessibles, ce qui contraste avec la situation irakienne.

Ces divers éléments laissent penser que l'insurrection afghane se pense comme un interlocuteur politique, s'inscrivant dans le long terme.

380 civils tués en 4 mois

Le parallèle avec l'Irak n'est cependant pas dénué de quelques fondements. Le transfert de technologie iranienne vers l'insurrection talibane, tel que régulièrement évoqué par Londres, était démenti il y a quelques semaines encore dans les colonnes de la publication britannique spécialisée Jane's. Mais l'armée britannique affirme avoir saisi récemment, dans le sud du pays, des preuves d'une «ingérence» de Téhéran, comparable à ce qui se produirait en Irak.

Ce qui est certain, c'est que l'insurrection afghane est intéressée par la technique des mines routières et opérations suicides "à l'irakienne", sans pour autant être jusqu'à présent parvenue à la dominer. Avec la sophistication qu'ils ne manqueront pas d'acquérir, le bilan humain de leurs opérations deviendra également de plus en plus lourd.

Enfin, il faut bien remarquer que les forces occidentales apportent elles aussi leur déshumanisation du conflit en frappant les civils : 280 victimes civiles en 2006 dues à des opérations militaires ou Otan. De 320 à 380 civils tués - par tous les camps confondus - ces quatre derniers mois. Voilà peut-être le signe authentique d'une irakisation.

Guy Verhofstadt demande justice au président Karzai

Près de trois ans après le meurtre de la Courtraisienne **Hélène De Beir** (Le Soir de ce week-end), le Premier ministre

Guy Verhofstadt a adressé en ce mois de mai une lettre au président Hamid Karzaï. Il lui rappelle qu'aujourd'hui, l'un des suspects principaux (du meurtre) n'a toujours pas été définitivement jugé. Il est actuellement un homme libre qui, selon nos informations, travaille pour la police (...) Au nom de la famille de Mlle De Beir et au nom du gouvernement belge, je saisis cette occasion pour demander une nouvelle fois votre assistance et votre soutien pour permettre aux autorités afghanes de remplir leurs devoirs dans ce dossier et, en particulier, reprendre l'instruction judiciaire et l'accusation concernant le suspect principal."

Pour rappel, **Hélène De Beir**, 29 ans, chef de projet de Médecins sans frontières à Khayrkhana (Nord-ouest), a été assassinée le 2 juin 2004 dans ce qui apparaît aujourd'hui comme un geste délibéré d'intimidation lié à des trafics illégaux. Les assassins sont connus et ont été légèrement condamnés ; le donneur d'ordres est connu, a déjà été libéré à deux reprises et réintégré dans la fonction publique en Afghanistan.

Tout en rappelant à M. Karzaï sa visite en Belgique en mai 2005 - durant lequel il s'était engagé à tenir à l'oeil ce dossier -, le Premier ministre belge écrit : "(...) l'impunité pourrait être néfaste au développement de votre pays". La faiblesse du système judiciaire, une police inefficace sont de fait au nombre des arguments qui soutiennent la reconquête talibane.

Soixante minutes avant ma mort

LALLEMAND, ALAIN

Samedi 26 mai 2007

Il y a trois ans, **Hélène De Beir** était assassinée en Afghanistan. Alain Lallemand lui rend hommage dans un nouveau livre, «La femme héroïne». Extrait.

Khayrkhana, ouest de l'Afghanistan

2 juin 2004 (13 jawza 1383)

Epatant, le coup de la cornemuse : écouter du biniou dans les montagnes d'Afghanistan ! J'ai cru que j'allais défaillir...»

Hélène a pivoté sur son siège passager, dévisage à l'arrière du Toyota Land Cruiser les collègues de MSF qui finissent de prendre place sur les banquettes latérales. Tous ont gardé un souvenir vibrant de la soirée d'hier : Fazil, l'interprète. Puis Egil, le médecin norvégien, Pim le Néerlandais, en charge de la logistique. Le chauffeur Besmillah lance déjà le moteur du tout-terrain, invitant la jeune chef de mission belge à vérifier l'état du matériel de transmission : radio longue portée Codan, connexion au téléphone satellite Mini-M et, dans la poche de la jeune femme, l'autre téléphone satellite, le Thuraya, incontournable depuis le début de cette dernière guerre en Afghanistan. Tout est paré, semble-t-il. La cornemuse ? Non, pas de cornemuse pour le trajet : cela va nous manquer...

D'un coup, **Hélène** repense à son père Francis. Pourquoi ? Pourquoi avoir pleuré la veille au soir en écoutant Rory, le docteur écossais, faisant chanter les pipes et le sac de cuir vert ? Pour cette chanson qu'elle lui avait demandé d'interpréter, Amazing Grace, vieille ballade protestante que le père se réserve pour ses funérailles. Cette douce mélancolie, elle en identifie trop bien les racines : parce que la vie est courte, qu'un tourbillon s'est saisi de son existence. Et - **Hélène** doit en dresser le constat - parce qu'elle verra de moins en moins ce père, cette mère que le désamour a séparé : Francis, Barbara. S'ouvre à elle toute une vie à vivre, sa vie enfin, à laquelle s'est greffée la passion du travail, ajoutant à l'éloignement : les camps de déplacés de Man, d'Al Tash, Chaman, dans lesquels la Belge se sent irrésistiblement la première des déplacées, pièce rapportée. Ses missions pour Médecins du monde, puis Médecins sans frontières, aujourd'hui ce poste de chef de projet MSF-Holland à Khayrkhana : le bout du monde. Ce dont j'ai toujours rêvé, en fait, mais Bruxelles et Courtrai sont bien loin... Dans quatorze jours j'ai trente ans, Lucas m'attend en Europe et, après les noces, ce sera sans doute le Brésil, un nouvel exil, de nouvelles rencontres. Lorsque j'ai demandé hier cet air de cornemuse, cet air qui m'annoncera un jour un deuil inévitable, je savais - je l'ai dit - que j'allais pleurer. Je suis vraiment un Mickey.

"Bravo 2 ? Ici Diamond base. Prêt pour la couverture radio. Qala-I-Naw, destination du jour, s'est manifesté. Hélène répond : - Diamond base ? Bravo 2 prêt à partir par le raccourci. Un blanc, puis la Belge reprend : -India base... Ici Bravo 2, contact OK ?"

A cent mètres de là, la salle radio de MSF-Khayrkhana confirme, les deux couvertures radio sont en veille : prochain contact dans moins d'une heure, à seize heures. Quel confort, ces radios ! Avec cette connexion Mini-M et l'ordinateur portable, je pourrais même envoyer un e-mail à mon père, en direct des montagnes d'Afghanistan. J'ai envoyé un mail l'avant-veille à maman, mais il y a bien trois semaines que Francis n'a plus rien reçu. Trois semaines. Même si je pense à lui, c'est le moins qui se puisse dire : les harmoniques de la cornemuse lui sont-ils parvenus dans ses rêves, par-delà la Perse et l'Irak ?

Hélène efface une ombre dans ses pensées, force la légèreté : elle espère du moins que son père, comme elle le demandait dans son dernier message, aura pu réserver deux places charter pour Ibiza en septembre. Lucas et moi à Ibiza. (...) **Hélène** se secoue, rentre dans son personnage de rais au sein de l'équipe : 15 h 10, il faut partir. Deux heures et demie sont nécessaires pour relier Khayrkhana à Qala-I-Naw par un franc cap sud-ouest. Et encore, via le

raccourci utilisé en saison sèche. Ils devraient arriver vers 17 h 40 au chef-lieu de province, une bonne heure avant le coucher du jour. Besmillah, soyons bénis et... moteur ! Le véhicule bondit, avale le chemin de terre qui longe les murs blancs de la clinique MSF, puis entre par la droite dans la rue centrale du village : quelques échoppes de pharmacie, la devanture d'une maison de thé puis, sur la droite à nouveau, ce chemin en pente qui mène le 4 x 4 Toyota au gué de la rivière et permet à l'équipage de remonter vers les collines de l'Ouest. Les larges pneumatiques font crisser la rocaille du lit à moitié asséché, troublent les eaux dans un gargouillis rafraîchissant, puis mordent les premiers contreforts de l'autre rive. L'équipage rebondit sur les banquettes, s'amarre aux poignées : le Land Cruiser n'est bientôt plus qu'un point blanc dominant Khayrkhana, le vert tendre des premières parcelles agricoles, le bronze des roches torturées. (...)

Qui aurait pensé, il y a cinq ans à peine, que la jeune diplômée de droit public international, avec une maîtrise de l'Université Johns Hopkins en poche, ferait pareil détour par l'Afghanistan? Pourquoi être à ce point attirée par la guerre ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : les rebelles et chefs de guerre en Côte d'Ivoire qui, un fameux soir d'anniversaire manqué, se battaient tous, sans armes cette nuit-là, pour danser avec moi. Cette mission en Irak dès les premiers mois du conflit, en banlieue d'Ar-Ramadi. Pile poil sur le "triangle sunnite" ! L'Afghanistan enfin, comme un coup de foudre, un peuple droit et fier, une vaste bibliothèque à ciel ouvert où c'était un bonheur de laisser les déplacés raconter leurs difficultés puis, le contact noué, recueillir dans ses carnets les récits et anecdotes d'un pays sans âge. (...)

Mais non, se surprend Hélène, ce n'est pas la guerre qui m'attire ici. La guerre n'est que la face obscène du chaos, alors que le chaos, lui, révèle l'être humain, extirpe de ses tréfonds le pire mais aussi le meilleur de son âme.

"Bravo 2 ? La radio longue portée grésille : Bravo 2, ici India base. Pourriez-vous faire demi-tour vers Khayrkhana pour emporter un patient ? Il doit gagner Qala-I-Naw. Vous n'êtes partis qu'il y a une demi-heure, nous gagnerions une pleine journée si vous pouviez le transporter..."

La Belge a reconnu "la cornemuse", la voix claire de Rory. Elle se tourne vers l'arrière du Land Cruiser : oui, il reste une place à côté de Fazil. Mais à 15 h 40, un retour sur Khayrkhana, dans les meilleures conditions, c'est une pleine heure de perdue. Et une arrivée au chef-lieu à la nuit tombante. Dangereux. (...)

"India base ? Bravo 2 : non, pas de retour possible, articule Hélène. Nous gardons le cap sur Qala-I-Naw. Back up à Diamond base, s'il vous plaît." Le Toyota passe une butte, reprend de la vitesse.

(...) Sur la butte étrangement mamelonnée qui marque le terme des plantations, là où le pavot disparaît au profit des coquelicots, le gardien d'une plantation clandestine ramasse son arme, quitte sa tente basse et, Thuraya en main, appelle une équipe de tueurs. (...) Dans le silence des montagnes se fait entendre un coup de kick, appliqué sans hâte mais sans faiblesse aux 125 centimètres cubes d'une moto chinoise. Le bruit du piston est doux, parfaitement lubrifié, et cette simple mécanique, parce qu'elle tourne sans défaut avec la fiabilité qu'on attend d'elle, rassure le pilote et son passager : le décompte est en marche, égrené avec la régularité du quatre-temps. Les deux hommes chavirent un peu sur les premiers sillons de la piste, mais la moto impose sa vitesse et son cap : ils s'engagent dans le défilé, le traversent de part en part puis, arrivés au débouché, là où la piste s'apprête à couler en douce pente avant de rebondir sur le ressac de la plaine, l'engin s'immobilise. Se tait.

Le passager prend pied à terre, perçoit déjà les volutes du véhicule en approche. Il fait sauter de son épaule le mitrailleur AK 47 qu'il portait au dos : un plein chargeur de balles cuivrées, calibre 7.62. Pendant ce temps, le pilote pose la moto, dégage sa propre arme : AK74, balles de métal-plomb de 5.45. Fabrication chinoise, comme la moto.

Hélène et Besmillah ont bien vu ces hommes en armes sur les crêtes : face aux deux hommes barrant la route, ils réduisent la vitesse sans pour autant s'arrêter. Surtout, ne pas s'arrêter. Mais lorsqu'arrive le Land Cruiser en léger contrebas, à cinquante mètres d'eux, le plus petit des assaillants lance une grenade d'exercice près du Toyota. Un choc, un bruit d'éclat dans le bas de caisse. Stupeur. La voiture pile. Ensuite, tout va très vite : l'un des assaillants saute par-dessus le pare-buffle, pose un genou sur le capot du véhicule. Une balle, une seule, pile dans la tête du chauffeur. Besmillah s'effondre.

Déjà, tout un monde est anéanti. L'arme tourne vers la gauche, le siège passager. Une balle, une seule, droit dans le torse d'Hélène.

Il n'y a plus de Lucas, plus de Francis, plus de cornemuse. La vie elle-même s'en va comme un film qui rompt. Fondu au noir et arrêt sur image tout à la fois, alors que brûlent les poumons, ce coeur surpris qui refuse de battre.

Hélène se sent partir en arrière, bien plus loin que le fond du siège, plus noir que le siège, collapsus d'une batterie qui se meurt, douleur chaude d'une mèche privée de sa flamme. Ibiza...

Copyright Luce Wilquin

La femme héroïne Alain Lallemand Éditions Luce Wilquin, 240 p., 20 euros

La femme héroïne

Alain Lallemand

Éditions Luce Wilquin, 240 p., 20 euros

Un "roman du réel"

Un "roman du réel"

Aucun journaliste n'a été témoin du meurtre. Cet extrait est bien entendu une reconstitution - fiable - basée sur les e-mails, lettres, photos, souvenirs, déclarations de témoins ou de parents et rapports d'enquête que Le Soir a pu consulter en Belgique et en Afghanistan.

Meurtres MSF: le cerveau libéré

LALLEMAND, ALAIN

Mardi 26 septembre 2006

Afghanistan Agitation diplomatique

Au grand émoi des familles de victimes et de plusieurs postes diplomatiques européens à Kaboul, le commanditaire présumé des cinq meurtres de collaborateurs de Médecins sans frontières (MSF) a été libéré ce 12 septembre de la prison de Pul-e-Charki. Pour rappel, "Haji" Yakub Khan, l'ancien chef de la police de Qadis (province de Badghis), est soupçonné d'avoir donné l'ordre de tuer la Belge **Hélène De Beir**, 29 ans, ainsi que quatre collaborateurs de MSF, tous assassinés le 2 juin 2004.

Ce quintuple meurtre aurait eu pour objectif de démonter aux autorités de la province de Badghis que sans Yakub Khan (qui venait d'être limogé de la police), l'ordre ne pouvait être maintenu dans la région. Les deux exécuteurs, Abdul Latif, 35 ans, et Ahmed, 29 ans, alias "Shampaq", ont été condamnés à respectivement une et cinq années de prison le 28 août (Le Soir du 7 septembre), des peines déjà jugées insatisfaisantes tant par MSF que par les familles des victimes.

Base légale, mais...

La libération de Yakub Khan a indéniablement une base légale: acquitté en première instance faute de preuves, l'homme était demeuré en détention durant sept mois sans que s'engage une procédure d'appel ou que ne soient versés des éléments de preuves complémentaires. Et les prisons afghanes étant peuplées de détenus techniquement innocents qui ne demeurent aux arrêts que pour raison de sécurité, le procureur général aurait adopté une politique de révision de ces cas afin de ne pas abuser des détentions arbitraires.

Apparemment saisi d'une requête de libération de Yakub Khan par le bureau de procureur général, le procureur représentant la direction de la sécurité nationale n'aurait pu que s'exécuter, même s'il apparaît opposé à cette libération. Il est à noter que des garanties ont été demandées avant de procéder à cette levée d'échec, et qu'une instruction serait toujours en cours.

Mais s'il existe une base légale à cette libération, c'est aussi parce que les services de police et les tribunaux saisis du dossier se sont montrés incapables de gérer l'instruction.

Cette libération aura probablement des conséquences diplomatiques. A Kaboul s'est tenu mercredi une première réunion informelle de diplomates belge, néerlandais et norvégien. Le dossier MSF devrait être mis à l'agenda des hauts représentants de ces Etats qui visiteront l'Afghanistan dans ces prochains mois.

Lors de sa dernière visite, le ministre belge des Affaires étrangères Karel de Gucht avait attiré l'attention du président Karzaï sur ce dossier. Le Premier ministre néerlandais a fait de même ces dernières semaines. Ce sont à présent les ministres des Affaires étrangères néerlandais et norvégien qui pourraient relancer lors de leurs prochaines visites la vigilance afghane et protester de la libération de Yakub Khan.

Procès De Beir : parodie de justice

LALLEMAND, ALAIN

Jeudi 7 septembre 2006

Afghanistan Maigres peines pour les assassins des représentants de MSF

Les assassins d'**Hélène De Beir** écopent de une et cinq années de prison. MSF ne devrait pas revenir à Kaboul.

Le 2 juin 2004, entre 15h40 et 16h15, sur la route de Khaikhana à Qadis (province de Badghis, nord-ouest de l'Afghanistan), cinq collaborateurs de Médecins Sans Frontière (MSF), dont la Belge **Hélène De Beir**, 29 ans, coordinatrice de projet, sont froidement abattus par des hommes en armes. Aux côtés d'Hélène vont tomber le médecin norvégien Egil Tynaes, 62 ans, le logisticien néerlandais Pim Kwint, 39 ans, ainsi que le chauffeur afghan Besmillah et le traducteur afghan Fazil Ahmad.

Ce lundi 28 août, plus de deux ans après les faits, le tribunal de seconde instance de sécurité nationale, siégeant à Kaboul, a confirmé un premier jugement intervenu le 4 juillet et condamnant deux des assassins présumés, Abdul Latif, 35 ans, et Ahmed (alias "Shampaq"), 29 ans, à respectivement une et cinq années de prison. Le

commanditaire présumé du quintuple assassinat, Haji Yakub Khan, serait pour sa part toujours détenu au bloc 3 (quartier de sécurité nationale) de la prison de Pul-e Charki, mais son procès semble aujourd'hui improbable : son dossier judiciaire se serait «égaré» lors d'une navette postale entre la Cour suprême et les tribunaux d'instance.

Bref, six années de prison au total pour cinq meurtres, et un premier assassin libéré dès février 2007, tel semble être le dernier mot des magistrats de Kaboul, lesquels se sont davantage appuyés sur leur intime conviction que sur les éléments objectifs d'un dossier inexistant. Un jugement «décevant et douloureux», commente le père de la victime belge, Francis De Beir, lequel n'appelle pas à la vengeance, mais à une simple justice. En cas de peine capitale, M. De Beir était d'ailleurs prêt cet été à gagner Kaboul pour obtenir que la peine soit commuée.

Le problème est ailleurs. Malgré une vigilance diplomatique internationale constante, la justice afghane se sera montrée de bout en bout incapable de mener à bien tant l'instruction que les audiences de ce dossier, même si les détails de ces meurtres sont connus depuis novembre 2004. Tant les Nations unies que les représentations diplomatiques belge, néerlandaise et norvégienne, sans parler des familles des victimes (expatriées et afghanes) auront maintenu en vain la pression sur Kaboul pour obtenir une justice digne de ce nom.

Pour mémoire, Mme **De Beir** est à ce jour la seule Belge à avoir perdu la vie en Afghanistan depuis la chute du régime taliban. En mai 2005, le Premier ministre belge Guy Verhofstadt puis la présidente du Sénat Anne-Marie Lizin étaient intervenus auprès du président afghan Hamid Karzaï. Le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht avait à nouveau abordé le dossier en mars dernier lors d'une rencontre avec M. Karzaï au palais présidentiel. Or, les détails de procédure livrés aujourd'hui au Soir sont effarants. Le dernier en date : les peines prononcées cet été contre les deux tueurs ne sont pas basées sur le crime, mais sur leur... dénégarion du crime (article 27 de la loi sur les crimes à l'encontre de la sécurité intérieure et extérieure). Comme l'ont fait remarquer plusieurs avocats de la défense, il n'y a pas de témoin à charge, il n'a pas été transmis aux tribunaux de réel dossier d'enquête (alors qu'il existe depuis les toutes premières semaines des relevés balistiques et des lignes de temps), les alibis de certains protagonistes (voyages en Iran à l'époque des faits) n'ont même pas fait l'objet de vérification sur passeport, etc.

Plus surréaliste encore : il ressort clairement de l'acte d'inculpation, rédigé dès avril-mai, que parmi les neuf suspects détenus depuis février dans ce dossier, au moins un, Mohammad Azeem, n'était rien d'autre que l'unique témoin visuel connu du massacre. Lui seul détaille l'arrivée de deux hommes sur une moto qui stoppent le Land Cruiser de MSF, exécutent les occupants à la kalachnikov, puis repartent vers Qadis. Ces deux tueurs seraient précisément les deux condamnés, Shampaq et Abdul Latif. Or, le témoin Mohammad Azeem et les deux tueurs ont été emprisonnés ensemble (le seraient toujours à l'heure actuelle...) et, lors des audiences préliminaires, alors que «témoins» et «suspects» mêlés étaient appelés à livrer leurs versions des faits au tribunal, tous les détenus ont été maintenus ensemble, entravés l'un à l'autre par les pieds. C'est donc nez à nez qu'ils ont été confrontés !

Sur le fond, il serait fort étonnant que la justice afghane se soit trompée en condamnant Shampaq et Abdul Latif, et en poursuivant le commanditaire Yakub Khan. La famille d'un inculpé a proposé à la famille d'une des victimes de dédommager le meurtre, ce qui ressemble à un aveu indirect. Par ailleurs, tous les suspects étant historiquement liés à un chef de guerre local, Zahir Khan, celui-ci serait intervenu - selon les propres déclarations des magistrats afghans - pour ruiner l'instruction.

Mais s'il serait pour le moins paradoxal de prendre la défense des assassins probables **d'Hélène De Beir**, il faut pourtant souligner que des observateurs internationaux, présents lors d'audiences préliminaires, ont noté que l'indépendance judiciaire du tribunal était «très douteuse», qu'il y a eu «violation flagrante des délais de détention préventive», et que l'acte d'inculpation n'a pas été lu aux inculpés. «Pas de preuve, pas de témoin, pas d'autopsie, pas de rapport d'enquête et des accusés qui nient les charges, voilà qui soulève de sérieuses inquiétudes quant aux bases sur lesquelles ont été réalisées les arrestations initiales», note ce rapport d'observateurs.

L'enjeu de ce procès dépassait pourtant le simple constat des carences judiciaires de l'Afghanistan près de cinq ans après la chute des talibans. C'est aujourd'hui la confiance de la communauté internationale dans le régime de Kaboul qui est ébranlée. Suite à la tuerie de juin 2004, MSF avait quitté l'Afghanistan. Bien que MSF se garde bien de toute déclaration jusqu'à ce jour, il n'y a aucune indication que les "French doctors" pourraient reprendre le chemin de Kaboul, que du contraire. Le dossier, tel que Le Soir a pu le consulter, démontre que même dans une zone sans insurrection, où l'Otan a pris position depuis deux ans, où le gouvernorat de province et les chefs de police ont été limogés, M. Karzaï ne parvient pas à mettre au pas les éléments criminels armés. Ce qui relance les supputations sur un "président de la République" dont le pouvoir réel ne serait que celui d'un piètre "maire de Kaboul".

MSF abasourdi par le jugement de Kaboul

n.c.

Jeudi 7 septembre 2006

La section belge de Médecins sans frontières (MSF) se dit abasourdie par le jugement rendu fin août à Kaboul, condamnant deux des assassins **d'Hélène De Beir**, la collaboratrice belge de MSF-Pays-Bas, tuée en Afghanistan en juin 2004.

Nous étions au courant (de la condamnation) et nous ne comprenons pas un "tel jugement", a déclaré Jérôme Oberreit, directeur opérationnel de MSF-Belgique.

Selon M. Oberreit, il n'est, à l'heure actuelle, pas prévu que des équipes de MSF se rendent à nouveau en Afghanistan.

L'organisation internationale avait suspendu ses activités en Afghanistan, à la suite de l'assassinat de cinq membres de MSF-Pays-Bas - dont la Belge Héléne De Beir - tués par balles à Qadis (nord-ouest de l'Afghanistan) par des hommes en armes.

"Il est aujourd'hui prématuré de parler d'un retour en Afghanistan, car nous sommes confrontés à un système judiciaire qui ne délivre pas de jugement satisfaisant", a confié Jérôme Obbereit. "Nous devons d'abord digérer les événements", avant de prendre une décision.

"Le Soir" indiquait dans son édition de jeudi que deux des assassins des collaborateurs de MSF-Pays-Bas ont été condamnés à un et cinq ans de prison dans un jugement rendu le 28 août dernier par le tribunal de seconde instance de sécurité nationale siégeant à Kaboul. Il confirmait un premier jugement intervenu le 4 juillet.

"Il est difficile de comprendre un tel jugement: les assassins ont été condamnés non pas pour leur crime, mais sur leur dénégation du crime", relève encore Jérôme Obbereit. "Aujourd'hui, nous ne pouvons plus qu'exprimer notre étonnement", regrette-il, alors qu'une pression constante a été exercée à tous les niveaux de pouvoir depuis la mort des membres de MSF.

Plusieurs hommes politiques belges, dont le Premier ministre Guy Verhofstadt et le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht, étaient intervenus auprès du président afghan Hamid Karzaï dans cette affaire.

Le SPF (Service public fédéral) des Affaires étrangères, contacté par l'agence Belga, cherchait jeudi à "en savoir plus" sur la situation. (D'après Belga)

Meurtres MSF : procès suspendu

LALLEMAND, ALAIN

Jeudi 2 mars 2006

Afghanistan Test judiciaire crucial pour la crédibilité du régime Karzaï

Coup de théâtre : les deux tueurs **d'Héléne de Beir** ont été capturés. Le procès du donneur d'ordre est ajourné.

L'audience, ce lundi, aura duré moins d'une heure : alors que s'ouvrait enfin à Kaboul le procès d'un chef local de police ayant ordonné le meurtre de cinq collaborateurs de Médecins sans frontières (dont la Belge **Héléne de Beir**, chef de mission), la cour de Sécurité nationale a dû prendre acte de l'arrestation récente de neuf autres suspects liés à ces meurtres (nos éditions d'hier) et ordonner sans délai la suspension des débats.

Les nouveaux détenus, il est vrai, interceptés entre le dimanche 19 et ce vendredi 23 février, n'avaient pu être transférés à Kaboul qu'à l'avant-veille du procès. Or, selon nos informations, parmi eux se trouvent l'un, voire les deux exécutants matériels du quintuple meurtre: Ahmed Shampaq, intercepté vendredi par la police d'Herat (ouest), et sans doute un certain Abdul Latif, arrêté dès le 19 en province de Badghis (nord-ouest). Eux seuls pourront dire qui les ont chargés de mener à bien ce "contrat", et confirmer éventuellement une connexion avec un ancien responsable taliban. Dans ces circonstances, la suspension des débats judiciaires était inévitable.

Est-ce un succès policier ? Voire. Ces rebondissements, survenus sous les yeux des missions diplomatiques européennes intéressées, ne donnent en fait aucun apaisement quant aux capacités du pays à mener une instruction judiciaire correcte et, a fortiori, un procès équitable. La crédibilité même du régime Karzaï, la qualité des relations bilatérales entre l'Afghanistan et les pays concernés - notamment la Belgique - ne peuvent qu'en souffrir.

Pourquoi? Pour rappel, le 2 juin 2004 étaient assassinés en province de Badghis la Belge **Héléne de Beir**, le Norvégien Egil Tynaes, le Néerlandais Willem Kwint et les Afghans Fasil Ahmad et Besmillah. Ils revenaient tous les cinq de la clinique MSF-Holland basée à Khayrkhâna, et ont perdu la vie dans une pure démonstration de force, une embuscade criminelle. En conséquence, le 28 juillet 2004, après 24 années de travail ininterrompu dans le pays, MSF se résignait à quitter l'Afghanistan. Il est entendu qu'un éventuel retour de MSF dans ce pays dépendra notamment de la capacité du régime Karzaï à intercepter les coupables et à les juger.

Or les nouvelles parvenues en Europe ces dernières semaines sont décevantes. Dans la seconde moitié de janvier, au nom des familles des victimes, le Belge Francis de Beir s'est discrètement rendu à Kaboul pour découvrir que le commanditaire présumé de l'embuscade et à l'époque seul détenu dans ce dossier, le policier Yakub Khan, était sur le point d'être libéré «sans autre forme de procès» : l'instruction judiciaire n'avait pas avancé d'un pouce, et un jugement en première instance avait même conclu à l'absence de preuves. Rapports de terrain, expertises balistiques, etc. : rien n'avait été joint au dossier. Par ailleurs, l'un des deux tueurs présumés et le plus important, Ahmed Shampaq, semblait circuler en toute liberté dans la ville d'Herat.

Seul réconfort : le premier vice-président de la république, Ahmed Zia Massoud, avait à l'époque donné sa parole que le suspect Yakub Khan ne serait pas relâché avant le procès d'appel, et que ce procès aurait lieu dans les prochaines semaines. Du moins ces deux promesses "ont été tenues", remarque M. de Beir.

Pour le solde, on doit constater pour la seconde fois dans ce dossier que les arrestations semblent effectuées "à la demande", comme si l'Afghanistan savait en permanence où logent ses criminels, mais ne les arrête que lorsque la pression politique est importante. Ce fut le cas pour Yakub Khan le 14 juin (en mai dernier, à Bruxelles, le président

Karzaï avait été pressé d'obtenir des résultats) ; cela semble être à nouveau le cas pour Shampaq et Latif, dont les résidences sont connues depuis plus de neuf mois. On ne les a pourtant arrêtés qu'à quelques jours d'un procès programmé depuis plusieurs semaines, comme si le télescopage des deux événements était souhaité. Ni le ministère de l'Intérieur ni la direction nationale de la sécurité n'ont eu jusqu'à présent le temps de procéder à l'audition des nouveaux détenus. Tout aussi inquiétant : parmi les neuf personnes appréhendées figurent deux Abdul Latif, ce qui laisse augurer une homonymie.

Contacté ce mercredi, M. Francis de Beir ne se montrait guère enthousiaste, relevant en ce qui le concerne "l'incapacité totale de ce pays de faire un vrai procès", et notant que Kaboul dispose surtout de «juges coraniques, imams ayant très peu de formation juridique (...) jugeant sous influence, sous la pression».

Ce n'est peut-être qu'un détail, mais significatif : il était question que la Commission indépendante afghane des Droits de l'homme offre aux parents un avocat qui les aide à se constituer valablement partie civile. L'avocat pressenti, lorsqu'il a su qu'il devrait se rendre lui-même à Badghis et risquer sa vie en approfondissant l'enquête, a rétracté son offre.

Une semaine d'été en Afghanistan, dans les coulisses de reportages du Soir, pour tenter de vous faire

LALLEMAND, ALAIN

Mercredi 16 août 2006

Une semaine d'été en Afghanistan, dans les coulisses de reportages du Soir, pour tenter de vous faire vivre les réalités du métier de journaliste. Et parce que les récits et anecdotes choisis trahissent les réalités profondes d'un pays.

Contexte. Un an après l'assassinat de la Belge [Hélène De Beir](#) et le retrait de MSF d'Afghanistan, Le Soir tente de comprendre pourquoi, malgré l'identification de suspects, aucune arrestation, aucun procès n'a pu avoir lieu.

S'il n'existe plus qu'un Far West, il est afghan

COULISSES DE REPORTAGES AFGHANS (2/4). Un siècle après Kipling, les bandits afghans continuent à défier le pouvoir de Kaboul

Récit

Qala-I-Naw, 12 juin 2005.

C'était un rêve de gosse : voir s'ouvrir les portes battantes du Far West, laisser derrière soi les tchadors et yeux papillons des femmes de Herat, les pommes alû des étals maraîchers. Plonger les mains dans un arrière-pays afghan qui ne connaîtrait pas encore la loi de Kaboul, juste celle des armes et du fait accompli. Une sorte de paradis à l'envers, un enfer perdu.

Une camionnette fourgon acceptait de nous emporter au Nord pour six heures de piste, à un prix jugé exorbitant parce que nous ne savions pas encore à quel point son chauffeur avait, lui, une connaissance intime des dangers encourus. Surtout, ne pas lui dire que nous nous enfonçons en province de Badghis pour tenter d'élucider un meurtre, pour approcher le clan des assassins.

A midi, première épreuve de silence. Avant d'affronter les montagnes, nous partagions avec d'autres voyageurs, à même le sol mais sous les toiles de nomades kuchi, le poulet et riz palaw. Le guide Hashim avait mis en garde contre toute confiance qui se serait répandue, nous aurait dépassé en quelques heures et traversé les montagnes bien avant nous. C'est qu'ici, les mots d'«assassin» (Adam Kush), d'«extorsion» (Pule bazôr) ou de «parrain» (Rahbar) ne sont pas aussi courants qu'on ne le pense, et personne ne semble pouvoir traduire le mot «mafia». Mais l'écho de ces mots résonne dans les montagnes.

La discrétion fut d'autant plus difficile à observer lorsque trois 4x4 de l'ONG allemande Malteser descendant sur Herat s'arrêtèrent à notre hauteur, criblés d'éclats. Pas d'impact de balles, non : du shrapnell, qui avait lacéré les tôles, pulvérisé le flanc des véhicules. "Nous avons été attaqués à la roquette, ce matin vers 5 h 30, confie l'un des chauffeurs. Deux roquettes courtes, incontrôlables, lancées des hauteurs montagneuses de Qala-I-Naw. Rien n'a été retrouvé à l'emplacement présumé du pas de tir, juste une batterie de voiture pour l'allumage du mortier." Pourquoi cette attaque ? Les talibans ne sont pas actifs dans la zone, la ville parle par contre de saisies d'armes, d'arrestations liées à un meurtre. Et de vendetta liée à ces arrestations. Nos regards restent bas, mais il semble que nous ne soyons pas les seuls à nous préoccuper d'un meurtre en particulier.

A l'heure d'affronter la montagne, on comprend mieux pourquoi a pu se réinventer en province de Badghis le concept de "mafia". Une dictature de violence se construit plus aisément dans l'isolement: Cosa Nostra ou les yakuzas se sont développés sur des îles. Ici, c'est la roche qui permet l'enfermement d'un monde. Cet après-midi-là, nous avons roulé plus haut que le vol des aigles, emprunté l'à-pic de torrents asséchés, à ce point encaissés que les pneus ne touchaient plus le sol, la camionnette avançant par la rotation des jantes contre la montagne. Une curieuse reptation doublée du tintamarre du diesel. A quatre reprises, le cœur montait à la bouche alors que le

pare-brise découvrait une vallée dans laquelle nous aurions dû nous abîmer. Mais à la 61e seconde de cette minute, un seul pneumatique suffisait à s'accrocher à un chemin de chèvres et nous renvoyait à angle droit vers une passe improbable à flanc de colline. L'absence de route n'est pas un simple sabotage, mais une volonté délibérée, bientôt centenaire, de ne pas s'ouvrir au monde.

A l'enfermement des montagnes répond l'enfermement des coeurs. Qala-I-Naw, chef-lieu de province, est moins qu'un village, un pauvre carroyage de quelques rues bordées de maisons basses. Un seul niveau, presque pas d'étages, et des portes closes à tout étranger : "Nous avons bien une chambre, mais vous y accueillir nous poserait un problème de sécurité, crache ce gargotier. Par votre seule présence, je suis sûr d'être dévalisé cette nuit. Et vous, vous ne verrez pas le prochain jour." Cela est débité sans sympathie, avec résignation. Bien des ONG sont parties, les Malteser viennent d'être attaqués et ne prendront pas le risque d'accueillir un étranger. Seul l'UNOPS, place forte de l'ONU, acceptera de nous héberger en dépit de tout règlement, pour l'unique raison, confirme le chargé de sécurité Mukhtar Sah, que «notre vie en dépend».

Peut-être l'objet de notre quête a-t-il également pesé dans la balance : Mukhtar lui aussi veut comprendre pourquoi, un beau jour de juin 2004, cinq collaborateurs de MSF ont été froidement abattus à quelques collines d'ici, et pourquoi les assassins demeurent en liberté. "C'est bien simple, confie-t-il au repas du soir : lorsque vous quitterez notre baraquement, regardez le portail de la maison qui nous fait face. C'est là que loge le chef de guerre Zaher Khan. Il est descendu du maquis, sera reçu cette semaine par le gouverneur. Attention : il est lié, par le sang et les intérêts, aux exécuteurs que vous cherchez. Ici, tous les yeux vous regardent, et pas par simple curiosité. S'il devine ce sur quoi vous enquêtez, vous êtes mort. Vous vouliez le Far West? Vous l'avez. Ne quittez jamais ce camp sans avoir les numéros et fréquence d'appel de notre station d'écoute radio."

Mais la chance est avec nous. En trois jours et toute discrétion, le profil des tueurs, les mobiles apparents, les circonstances du drame ont atterri dans nos carnets. Toutes les portes se sont ouvertes, Zaher Khan lui-même nous a rencontré sans deviner qui nous étions, et surtout sans que nous ayons à franchir "le portail de la maison qui nous fait face". Aux inconscients les mains pleines. Selon nous, une histoire douloureuse mais simple : à l'est-sud-est de la ville, de Charchagay à Sinazard, dans la vallée de Qadis, le racket traditionnel s'est doublé de cultures de pavot à opium qu'il fallait protéger. Pour ce faire, cinq meurtres et un tollé international n'ont pas été jugés extravagants par les clans locaux. Les roquettes de l'autre jour étaient un avertissement à tout qui aurait voulu, par rétorsion, désarmer le maquis et imposer enfin la justice. Nous allons pouvoir repartir avec ces fragments de vérité en poche.

Pour la première fois, nous retournons chez le gargotier qui nous avait refusé sa chambre, partageons un khebab au vu de tous. Noyés de sueur, affalés sur l'estrade où mangent les hôtes, nous nouons les derniers contacts autour du thé et de jus de grenade. Hashim parle d'abondance, de l'absence de pluie et de l'omniprésence de Dieu. De tout sauf du travail. Jusqu'à ce qu'un homme l'approche, s'intéresse au jour et à l'heure de notre départ : il cherche un véhicule pour rejoindre Herat, notre camionnette est vaste. Hashim l'a... reconnu : un Shamali, recherché à Kaboul pour enlèvements contre rançon. En vrai desperado, il est venu se mettre au vert à Qala-I-Naw où il sait que nul shérif ne pourra l'atteindre. Hashim gamberge : pourquoi dès lors cet homme affirme-t-il vouloir descendre à Herat où officie l'ancien chef de la police de Kaboul ? N'est-ce pas se jeter dans la gueule de Baba Jan ?

Sans plus y penser, nous regagnons notre casemate, décidons de partir le lendemain pas plus tôt que 7 heures, mais sans aucun passager. Surtout pas un fugitif. Notre chauffeur du premier jour reste à disposition, aux aguets. La nuit sera longue. Les fièvres montent vers minuit, je suis en nage et grelotte. Plus mou que le patu qui sert de couverture. Impossible de partir. A 14 heures, j'écoute hagard les nouvelles que rapporte Hashim, lui aussi mal en point : il y a eu à l'aube un guet-apens, sur notre route précisément. Nous l'avons échappé belle. Ce sont les hommes de Khan, qu'importe la branche à laquelle ils appartiennent : nous savons désormais qu'ils obéissent à une même main. Une autre nuit passe, les fièvres ne désarment pas mais le corps est rendu. A 5 heures, Hashim se lève d'un bond : "Partons. Maintenant !"

Paradoxe des cités placées sous la coupe de mafias : c'est souvent vous qui les quittez comme un voleur. L'encre de la nuit s'est à peine délavée en dégradés de bleus Waterman. Notre chauffeur en plein sommeil est diplomatiquement extrait de son charpoy, un châlit d'autant plus accueillant qu'il est extraconjugal. Que n'a-t-il pas dû raconter et, du coup, claironner à la vallée entière ? Il est vraiment temps de quitter le bled.

Passé le gué, la camionnette franchit la plaine, passe les défilés à l'heure du réveil des bandits de grand chemin, mais bien avant l'heure des coupe-gorge. Aucune halte n'est possible, l'avantage de l'heure et de la surprise n'y résisterait pas. La camionnette opère enfin son retour en haute montagne, la fièvre ajoutant au vertige. Le passage d'un col brièvement cimenté annonce la fin de la province de Badghis.

Où voulions-nous en venir ? Il n'y a pas d'autre morale que celle du Far West : plus de deux ans après le quintuple meurtre sur lequel nous enquêtions, la justice n'a toujours pas été rendue. Les assassins sont arrêtés... détenus en même temps que de simples témoins, chargés d'accuser leurs codétenus. Ces témoins doivent avoir eu tout le temps d'en conclure que l'omerta, la loi du silence, est la plus raisonnable des choses de ce monde.

AFGHANISTAN

AFP

Mercredi 1er mars 2006

Brèves (3)!

AFGHANISTAN

Neuf personnes arrêtées pour le meurtre de **Hélène de Beir**

Neuf hommes ont été arrêtés dans la province de Baghdis (500 km à l'ouest de Kaboul) cette semaine et transférés à Kaboul pour y être interrogés pour le meurtre de cinq employés de Médecins sans frontières (MSF) en juin 2004, dont la Belge **Hélène de Beir**. Les cinq membres de MSF avaient été tués lors d'une embuscade contre leur véhicule dans la province de Badghis. L'attaque, la pire enregistrée par MSF en 24 ans de travail en Afghanistan, avait amené l'ONG à annoncer son retrait d'Afghanistan après 24 années de travail ininterrompu dans ce pays, sous l'occupation soviétique (1979-1989), la guerre civile (1992-1996) ou le régime des talibans (1996-2001). En juin 2005, le chef de la police du district de Qadis, où l'attaque avait eu lieu, avait été interpellé pour être "interrogé" dans l'enquête, sur laquelle le président afghan Hamid Karzai s'était engagé lors d'un voyage à Bruxelles à faire toute la lumière. (afp)

TERRORISME

Chef d'Al-Qaïda abattu ?

Le chef de la branche saoudienne d'Al-Qaïda, Fahd Ben Faraj Ben Mohammad Al-Joweir, figurait parmi les cinq suspects tués lundi dans des accrochages à Ryad pour leur implication dans un attentat manqué contre un complexe pétrolier, selon un communiqué diffusé mardi par le ministère saoudien de l'Intérieur. (afp)

Pourquoi ils ont tué Hélène De Beir

LALLEMAND, ALAIN

Mardi 5 juillet 2005

ALAIN LALLEMAND,

envoyé spécial

QALA-I-NAW

Le 2 juin 2004, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, deux tueurs ont froidement abattu la Belge **Hélène De Beir**, 29 ans, directrice de l'hôpital local de MSF-Hollande, et quatre autres collaborateurs de Médecins sans frontières, provoquant le départ de l'ONG hors d'Afghanistan.

Selon notre enquête, les deux tueurs, identifiés et toujours libres à l'heure actuelle, obéissaient aux instructions du chef de la police locale, dont la fonction avait été brièvement menacée. Celui-ci pensait - et les événements lui ont donné raison - qu'une démonstration ponctuelle de pure violence lui permettrait de réintégrer la position de chef de la police de Qadis avec une légitimité sécuritaire accrue.

Pour lui, il était essentiel que le poste de chef de la police demeure sous contrôle de son clan familial : cette position lui permettait de contrôler et engranger les taxes traditionnelles et revenus de l'extorsion sur le commerce illicite de l'opium. Ce commerce connaissait, en 2004, un boom important dans la province (+ 261 % en un an, note l'ONU), et en principal dans cette vallée de Qadis. Les meurtres qui ont frappé MSF-Hollande se justifiaient en somme par des considérations mafieuses.

Page 8

Badghis, un modèle de fief mafieux

Juin 2004 : cinq collaborateurs de MSF sont assassinés. Un modèle mafieux se trahit et sombre en 2005. Récit d'un grand nettoyage militaro-judiciaire.

CRIMINALISATION

AFGHANE (2/5)

ALAIN LALLEMAND,

Envoyé spécial à Amsterdam, Qala-I-Naw, Qadis, Khayrkhâna

L'opération commando était programmée pour ce mercredi 8 juin, à l'aéroport de Qala-I-Naw (nord-ouest de l'Afghanistan) : dès l'atterrissage de l'hélico, trois à quatre véhicules officiels allumeraient leurs phares pour confirmer aux soldats de l'Isaf que le «colis» était bien là, secrètement identifié par un signe connu du seul gouverneur et des soldats venus de Kaboul pour l'appréhender. Gare au faux pas : la «cible», attirée là par une fausse promesse de promotion, serait libre de ses mouvements et devrait être cueillie en douceur. Ce n'est qu'une fois à bord de l'hélico que son arrestation officielle lui serait signifiée.

Mais la météo en a décidé autrement : impossible d'atterrir ce jour-là dans le chef-lieu de la province. C'est donc le lendemain, jeudi 9 juin, sur un héliport de fortune établi plus au sud, sur la route de Karukh, que l'interception militaro-judiciaire s'est produite : à 17 heures, au vu de tous, l'hélico s'est posé et la "cible" est entrée dans la carlingue. Le leurre a fonctionné ! Lorsque l'homme est arrivé à Kaboul, il était sous mandat d'arrêt, inculpé pour

l'assassinat, le 2 juin 2004, de cinq collaborateurs de MSF-Hollande dont la Belge **Hélène De Beir**.

"Haji" Yakub Khan, ex-chef de la police de Qadis et protecteur du commerce de l'opium dans la vallée, venait ainsi de disparaître du paysage criminel afghan ("Le Soir" du 14 juin), au grand soulagement de MSF, des gouvernements belge et afghan et de la population locale, tyrannisée depuis 2001 par un clan familial qui n'avait eu de cesse d'assassiner, torturer, racketter la province, et saboter tout projet de développement économique pour mieux asseoir son pouvoir féodal. En moins d'une semaine, une demi-douzaine de protecteurs du clan allaient tomber.

Pour comprendre le "coup de torchon" que venait de mener Kaboul en sa lointaine province de Badghis, il faut d'abord tenter de comprendre pourquoi, dans ce Far-West afghan, MSF avait été la cible un an plus tôt d'une embuscade crapuleuse. Ce qui revenait à prendre un 4 x 4 à Herat, endurer sept heures d'une piste vertigineuse à flanc et sommet de montagnes pour gagner Qala-I-Naw puis, de là, emprunter trois heures encore le lit des rivières pour atteindre Qadis, puis Khayrkhâna - siège il y a un an encore de la clinique de MSF-Hollande - enfin crapahuter entre champs de blé et de pavot pour rejoindre le lieu du drame, à quelque 1.620 mètres d'altitude.

Dix heures de rodéo pour une progression réelle infime : à peine 140 kilomètres, selon les relevés GPS. De ce point de vue, le clan Khan avait pleinement atteint son objectif : empêcher par le désordre et la corruption la réalisation de tout développement routier qui relierait Badghis au monde extérieur. Toute route asphaltée affaiblirait inéluctablement leur emprise mafieuse sur la vallée de Qadis et compromettrait leur contrôle des revenus de l'une des principales zones de production d'opium du pays.

Sayed Agha, 56 ans, chef coutumier du village de Khayrkhâna, effectue le pèlerinage avec nous et nous indique le lieu du quintuple meurtre, là où s'élève désormais une stèle commémorative.

C'est ici, le 2 juin 2004, alors que leur véhicule revenait de la clinique MSF de campagne et regagnait Qadis, que cinq collaborateurs de MSF ont été abattus de sang-froid, provoquant le retrait de MSF hors d'Afghanistan : la Belge Hélène De Beir, 29 ans, nouvelle directrice de la clinique de Khayrkhâna ; le médecin norvégien Egil Tynaes, 62 ans ; le logisticien néerlandais Pim Kwint, 39 ans ; le chauffeur afghan Besmillah et le traducteur afghan Fazil Ahmad.

Inutile d'interroger les gardiens en armes des champs de pavots proches : ils font profession de ne rien voir. Par contre, occupé aux moissons de blé, un agriculteur a tout vu, confirme Sayed Agha : deux hommes sur une moto ont fait le coup. Le relevé des douilles et cartouches ne laisse pas de doute : kalachnikovs modèles 47 et 74... Onze coups de feu au moins, cinq morts instantanées, et pas le moindre vol. Les assaillants n'ont pas touché aux corps, mais ont pris la précaution de sectionner les câbles radio avant de vider les lieux.

Les tueurs sont connus : un certain Shampaq, assassin, voleur et trafiquant réputé, ex-militaire installé dans le village de Langar, à quelques kilomètres à l'ouest du lieu du meurtre.

Libre ? Sayed Agha opine. Le deuxième comparse, Abdel Atif, habite, lui aussi, Langar : ils semblent avoir été tous deux redevables de menus services au clan Khan, lorsque Yakub Khan était encore chef de la police dans la vallée.

Mais pourquoi Yakub Khan leur a-t-il demandé, sans raison apparente, de tuer cinq innocents ? La réponse nous est livrée dans la vallée, au commissariat de police de Qadis. Sec comme un knout, fine barbe blanche, le lieutenant Rassoul a repris au pied levé les fonctions de chef de la police que détenait, jusqu'en cette fin mai, Yakub Khan. Rassoul était, en juin 2004 encore, sous les ordres de Yakub : il l'a vu torturer jusqu'au sang les trafiquants d'opium, non pas pour freiner leur commerce mais pour qu'ils lui paient l'"ushr", une taxe-extorsion de 10 % sur les revenus du pavot. La fonction de Yakub représentait une rente de situation pour tout le clan.

Il était corrompu, notoirement illettré, précise Rassoul, et... cruel. Impliqué comme son père dans tous les trafics de la vallée, dont l'opium. Fin mai 2004, quand les autorités ont voulu le démettre une première fois de ses fonctions, il s'est enfermé chez lui, armé jusqu'aux dents. Il était prêt à résister à tout assaut. À l'époque, évoquant la route (NDLR : où allaient mourir quelques jours plus tard les cinq de MSF), il a dit à un émissaire de Kaboul : "Si je veux que cette route soit sûre, elle le sera. Si je ne le souhaite pas, elle ne le sera pas !"

"Interrogateur" de profession, formé à l'académie russe de police, Rassoul a vite compris que son propre chef avait commandité l'assassinat de juin 2004 avec l'aide de truands locaux, histoire de démontrer par l'absurde qu'il était le seul garant de la sécurité dans la vallée. Écoeuré, Rassoul a alors abandonné son poste de policier, est demeuré chez lui sans fonction, durant huit mois. Jusqu'à...

Jusqu'à ce qu'un quasi-homonyme, le major de police Ghulam Rassoul, venu spécialement de Kaboul, lui confie une mission extraordinaire et secrète : le président Karzaï étant décidé à nettoyer la province des frères et cousins Khan, détenteurs jusque-là des pouvoirs de police dans la majorité des districts de cette province, le lieutenant Rassoul devait s'approprier en toute discrétion à reprendre fin mai les fonctions de Yakub Khan.

Ahuri, le lieutenant égrène sur les doigts de ses deux mains les supports familiaux, frères et cousins de Khan. Il n'y croit pas. Mais le gouvernement de Kaboul semble donner des garanties : au même moment, lui dit-on, le gouverneur de province serait limogé, de même que plusieurs chefs de police de district, le major Ghulam Rassoul reprenant personnellement le poste de chef de la police provinciale. Un nettoyage tant vertical qu'horizontal, rendu possible par décision présidentielle du 22 mai. Alors ? Le petit lieutenant est-il partant ?

C'est effectivement ce qui s'est produit : fin mai, les têtes de la police tombent, à tous niveaux. Le jeudi 9 juin, jour même de l'arrestation de Yakub Khan, autre coup de théâtre : un ancien juge de la Cour suprême, Enayatullah Enayat, débarque à Qala-I-Naw pour reprendre les fonctions de gouverneur de la province. Un dur à cuire, aguerri au combat contre les seigneurs de la guerre, et qui a rodé sa petite équipe de choc. En sept jours, il met aux pas les

chefs de villages, les commandants moudjahidin.

J'ai été nommé dès le 22 mai, nous confirme le nouveau gouverneur Enayatullah, mais j'ai accepté sous la condition de pouvoir m'implanter à Badghis avec ma propre équipe, qui me précéderait. Ma stratégie : cette équipe allait nettoyer le terrain, faire tomber les relais de la famille Khan installés dans la police, après quoi je pourrais m'installer et purger l'administration. Bien plus qu'un coup de balai politique, il s'agit d'une authentique opération anti-mafia : Amir Shah Khan, chef de la police provinciale ? Un cousin et protecteur de Yakub Khan, limogé et remplacé par le major Ghulam Rassoul. L'ex-gouverneur Azizulah Afzali ? Un homme faible menacé par sa propre police et par ses chefs d'administration, au point de falsifier les statistiques provinciales d'éradication du pavot pour couvrir le clan Khan. Viré, lui aussi.

J'ai aussi installé un nouveau gouverneur de district à Murghab, confie Enayatullah. Je dois encore changer de vice-gouverneur (on a retrouvé l'équivalent de deux camions d'armes et de munitions à son domicile), changer mon chef d'administration ainsi que le chef des Finances de l'administration, lui aussi membre de la famille Khan. Mais pour cela, j'ai besoin de dénicher de bons remplaçants. Je manque encore d'hommes (loyaux).

A Qadis et Qala-I-Naw, la population n'en revient pas, ose à peine exprimer sa joie. Fait rarissime, trois jours après l'arrestation de Yakub, deux roquettes n'ont-elles pas frappé le siège d'une ONG ainsi que l'école des filles ? Car le «coup de torchon» a provoqué une dissémination accrue d'armes illicites : le jour où il a été limogé, peu avant son arrestation, Yakub Khan a vidé les râteliers de son commissariat : 55 fusils-mitrailleurs ont disparu, ses successeurs n'héritant que d'une seule et unique kalachnikov en état de marche. Par ailleurs, au grand dam des services de renseignements afghans, le coup de filet de ce début juin n'a pas permis l'arrestation des tueurs et hommes de main de Yakub Khan, ces fameux Shampaq et Abdel Atif.

Enfin, même si la province est un jour assainie, cela n'annonce pas encore le retour de MSF en Afghanistan. Dans la clinique de Khayrkhâna, entretenue par une équipe de travailleurs locaux dépourvus de tous médicaments, de tout docteur, le directeur par défaut Sayed Padcha, 37 ans, résume le drame : Quand Miss Hélène a été tuée, le taux de tuberculose était de 3 %. Aujourd'hui, après le départ de MSF, il est peut-être de 65 % (NDLR : chiffre manifestement exagéré). Vous savez, nous avons fait la guerre pendant dix-huit ans, mais rien ne nous a touchés autant que le départ de MSF.

Par 34° 52 de latitude Nord, 63° 35 de longitude Est, au zenith exact du lieu où fut abattue "Miss Hélène", nous avons vu ce 13 juin tournoyer un aigle royal. Comme si, lui aussi, après le coup de torchon, guettait le retour des French doctors...

Demain : les passeurs d'opium
à l'assaut de l'Iran

Un Belge à la tête de la mission d'observation Projet américain de réforme Un lieutenant de Zarqaoui arrêté Affaire De Beir: Verhofstadt heureux de l'arrestation du suspect

BELGA; AFP

Vendredi 17 juin 2005

BURUNDI NATIONS UNIES IRAK Afghanistan

Un eurodéputé belge, Alain Hutchinson (PS), va diriger la mission d'observation électorale (MOE) que l'Union européenne a décidé de dépêcher au Burundi pour vérifier le déroulement des élections législatives du 4 juillet prochain, a annoncé jeudi cette mission européenne. Outre le chef de mission, la mission est composée par une équipe cadre de sept membres, de douze observateurs à long terme et de 60 observateurs à court terme. La MOE répond à une invitation des autorités burundaises. (B.)

Les Etats-Unis présenteront la semaine prochaine à l'ONU un projet de résolution sur la réforme du Conseil de sécurité proposant des critères pour l'admission de nouveaux membres dans cette instance, a annoncé jeudi le sous-secrétaire d'Etat Nicholas Burns. Nous soutiendrons l'ajout d'au moins deux sièges permanents au Conseil de sécurité, avait un peu plus tôt déclaré Nicholas Burns, soulignant que le Japon devait se voir attribuer l'un de ces deux sièges. (AFP.)

Un des principaux lieutenants du chef d'Al-Qaïda en Irak Abou Moussab al-Zarqaoui, Abou Talha, a été capturé mardi à Mossoul, à 370 kilomètres au nord de Bagdad, a annoncé jeudi l'armée américaine. Mohammed Khalaf Shakar, également connu sous le nom de Abou Talha, est une des personnes en qui Abou Moussab al-Zarqaoui a le plus confiance dans tout l'Irak, déclare un communiqué de l'armée, qui précise qu'il a été arrêté dans une banlieue paisible de Mossoul. (AFP.)

Guy Verhofstadt et le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht saluent la confirmation officielle de l'arrestation du principal suspect dans l'enquête sur l'assassinat l'année dernière de Hélène De Beir et de quatre autres collaborateurs de MSF dans la province afghane de Badghis.

"Deep Throat." Mark Felt, 91 ans, l'informateur anonyme surnommé "Gorge profonde" dans l'affaire du Watergate,

a vendu les droits de son histoire à une maison d'édition et au cinéma pour un million de dollars, selon le «New York Times». La maison d'édition indépendante Public Affairs, qui a acheté les droits, a indiqué qu'un livre paraîtra au début de l'an prochain. (AFP.)

Cambodge. Un petit Canadien de trois ans a été tué jeudi lors d'une prise d'otages par quatre hommes armés dans une école internationale de Siem Reap, au nord-ouest du Cambodge. (AFP.)

Meurtre d'Hélène De Beir : arrestations

LALLEMAND, ALAIN

Mardi 14 juin 2005

ALAIN LALLEMAND,

envoyé spécial

QALA-I-NAW (Nord-Ouest de l'Afghanistan)

Jeudi dernier, le chef de la police de Qadis (province de Badghis), Yakub Khan, commanditaire présumé de l'assassinat, il y a un an, de cinq collaborateurs de MSF-Hollande, dont la Belge **Hélène De Beir**, a été mis à pied, arrêté et transféré par hélicoptère vers Kaboul.

Le gouvernement Karzaï ne s'en est pas tenu à cette seule mesure : ces derniers jours, le gouverneur de la province, le chef de district de Qadis ainsi que le chef de la police provinciale ont aussi été mis à pied. S'il demeure en poste, le vice-gouverneur, pour sa part, a fait l'objet d'une perquisition le 8 juin, menant à la découverte de plusieurs mètres cubes de munitions illicites.

Le 2 juin 2004, sans raison apparente, sans pillage, un véhicule de MSF-Hollande était tombé dans une embuscade, à 44 kilomètres à l'est de Qala-I-Naw, chef-lieu de province, alors qu'il revenait de la clinique MSF basée à Khayrkhana - près de la frontière du Turkménistan.

Hélène De Beir, directeur de la clinique de Khayrkhana, était morte sur le coup. Dans la foulée, MSF prenait la décision historique de quitter l'Afghanistan.

Il était rapidement apparu que ce meurtre pouvait avoir été commandité par Yakub Khan.

Le président Karzaï tient parole: le clan Khan est démantelé

Afghanistan L'assassinat de cinq membres de MSF

ALAIN LALLEMAND,

envoyé spécial

QALA-I-NAW (Nord-Ouest de l'Afghanistan)

Ce policier corrompu, lié aux trafics d'opium de la vallée, qui venait de se voir retirer fin mai 2004 la charge de chef de la police de Qadis. A un délégué du gouvernement de Kaboul, Yakoub avait alors déclaré : Si je veux que cette route soit sûre, elle sera sûre. Si je ne le veux pas, elle ne le sera pas. Yakoub avait été réinvesti dans ses fonctions. Près d'un an plus tard, constatant l'immobilisme du gouvernement Karzaï dans ce dossier, MSF-Belgique et MSF-Hollande avaient interpellé le président afghan à la veille de sa visite à Bruxelles. Le mercredi 11 mai au matin, le Premier ministre, Guy Verhofstadt, avait évoqué ce dossier avec Hamid Karzaï et, le soir, la présidente du Sénat, Anne-Marie Lizin, remettait le couvert jusqu'à obtenir du président Karzaï un lapidaire : OK, on va arrêter les coupables... Moins d'un mois plus tard, Karzaï a visiblement tenu parole.

Coup de balai

Ce coup de balai dépasse le seul cas du meurtre des cinq collaborateurs de MSF : Kaboul a ainsi mis à genoux tout le clan Khan, soit plus de huit frères et cousins issus d'une famille prestigieuse de Badghis et qui tenaient les rênes du pouvoir administratif et policier dans la province. Epaulé par son frère Zaher Khan, mujahid commandant la "17e division" et seigneur de guerre impénitent face au pouvoir de Kaboul, le policier Yakoub Khan contrôlait pour sa part l'extorsion sur les trafics d'opium : la vallée de Qadis à Qala-I-Naw était encore, en 2004, l'un des six centres principaux de la production de pavot en Afghanistan.

Ce régime familial imposé par la terreur (exécution, tortures) a empêché tout projet de développement dans cette province depuis 2001, seule des 28 du nouvel Afghanistan à ne posséder aucun axe primaire goudronné. C'est une fausse déclaration d'éradication du pavot, contredite par le ministère en charge de la lutte contre les stupéfiants, qui semble avoir donné l'occasion de ce coup de balai.

Un pas décisif

Les arrestations et mises à pied ne suffiront pas au retour de MSF en Afghanistan, mais il s'agit d'un pas décisif dans l'accomplissement d'une promesse faite par Hamid Karzaï au père de la victime belge, Francis De Beir : le procès des assassins bientôt à Kaboul ?

Karzaï s'engage face aux parents De Beir

LALLEMAND, ALAIN

Samedi 14 mai 2005

Afghanistan Meurtres MSF

ALAIN LALLEMAND

Yaura-t-il prochainement en Afghanistan procès et jugement du (des) assassin(s) des cinq collaborateurs de MSF-Hollande tués le 2 juin 2004 près de Qal-I-Now, ainsi que l'érection, sur les lieux du drame, d'un monument en hommage aux victimes ? C'est en tout cas, selon les parents de la victime belge **Hélène De Beir**, ce qu'a annoncé ce vendredi matin à Val Duchesse le président afghan Hamid Karzaï, lors d'une rencontre avec M. et Mme De Beir.

Le président a expliqué aux parents belges dans quelles circonstances, selon lui, les cinq collaborateurs de l'ONG avaient été tués il y a près d'un an. Selon M. Francis De Beir, lequel rapporte avec prudence les propos du président (Rien n'est prouvé en termes judiciaires, a rappelé M. De Beir), la voiture de MSF a été prise en embuscade par un policier local qui venait d'être démis de ses fonctions. Par son geste, ledit policier souhaitait démontrer par l'absurde que, sans sa présence dans les rangs de la police, l'ordre ne pouvait être établi dans le district.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite judiciaire ? Le policier, suspect de ce quintuple meurtre, était le neveu du chef de district, ce dernier étant lui-même le frère du gouverneur de province. L'oncle chef de district a démis le policier, mais lorsqu'il s'est agi d'arrêter le suspect, les forces de l'ordre se seraient protégées l'une l'autre.

Toujours selon M. De Beir, M. Karzaï a révélé qu'une seconde enquête avait été lancée, en présence cette fois d'effectifs de l'armée nationale déployés sur les lieux, ce qui permettrait une interception effective du suspect.

M. Karzaï a promis aux parents que ces meurtres ne resteraient pas impunis, que les parents seraient invités à assister au jugement en Afghanistan, et qu'il leur serait donné de se rendre sur les lieux du drame. Il a ajouté qu'un monument serait érigé sur les lieux, en hommage aux humanitaires assassinés. Selon le président afghan, les villageois ont déjà érigé d'initiative un monument commémoratif.

L'avenir dira si les éléments de renseignement policier amenés par la présidence afghane seront confirmés en justice.

Jalalabad et Pakistan

Suite à l'article «Derrière les troubles, la main du Pakistan» (nos éditions d'hier), l'ambassadeur du Pakistan en Belgique nous dit être peiné par le ton de l'article et remarque que le consulat de son pays à Jalalabad a lui-même été victime des manifestants. L'ambassade déplore à tout le moins la généralisation des griefs afghans que nous avons relayés. Dont acte. (A.L.)

L'agenda Karzaï, en confidences

LALLEMAND, ALAIN

Vendredi 13 mai 2005

Afghanistan Après deux jours de visite, le président afghan quitte la Belgique, comblé de promesses

L'Afghanistan est-il pourri d'opium ? L'Iran est-il un voisin commode ? Que pense Karzaï des soldats belges ? Notes indiscretes sur une visite éclair.

ALAIN LALLEMAND

Mercredi vingt heures. Alors que le président Hamid Karzaï est reçu dans les ors du Sénat par la présidente Anne-Marie Lizin, l'homme, aérien et disert, d'une belle intelligence, se pique des tableaux de Léopold Ier et Louise-Marie, s'enquiert de l'héritage du duc de Wellington et rappelle que Kaboul aura lui aussi, dans cinq mois, "son" Sénat. Cet hôte est un bonheur. Mais à ses côtés, la présence de l'austère ministre des Affaires étrangères Abdullah Abdullah, plus encore celle de son conseiller à la sécurité nationale Zalmay Rassoul, rappellent que l'Afghanistan vit toujours dans l'urgence. Si l'onde bout, ce n'est plus à Waterloo mais à Jalalabad. Nous avons un assez long chemin avant de nous reposer, concède-t-il... quelque dix ans ?! De quoi seront-ils faits ?

Belgique. Karzaï est très satisfait, et de l'engagement militaire de Bruxelles et du travail accompli par les soldats belges. Il interdit de le minimiser : Ce que vous faites représente beaucoup, c'est la sécurité que vos soldats apportent. Les enfants retournent à l'école, sans vous, nous ne serions nulle part. L'homme a personnellement conservé un souvenir lumineux de ses relations, pendant les années de résistance, avec l'ambassadeur de Belgique à Islamabad. La Belgique a été en première ligne pour l'assistance à l'Afghanistan. Mais la Belgique n'est plus terre d'accueil pour les réfugiés économiques afghans : en 2003 et 2004, quelque 700 Afghans sont arrivés en Belgique (souvent en transit pour Londres), ils seront sans doute invités à reprendre le chemin de Kaboul.

Iran. Kaboul étant obligé de coopérer tant avec Washington qu'avec Téhéran - Nous essayons d'être très volontaires des deux côtés - il était prévisible que Karzaï espère que l'Iran ne sera jamais pris pour cible (par les Etats-Unis). Plus inédit : l'excellente qualité des relations avec l'Iran, les meilleures depuis trente ans ! Karzaï regrettera le départ de Khatami, mais une victoire (probable) de Rafsandjani ne l'effraie pas, l'ancien président étant un pragmatique. La relation avec la Russie est bien plus froide, quoique Karzaï se sente proche de la population russe et de son mélange entre Orient et Occident. Quant au Pakistan, ou à un certain sale voisin non identifié, motus.

Sécurité. La frontière kirghize n'est pas sous contrôle, admet Karzaï, il y a là production de drogue, il nous faut combattre les laboratoires et les gangs criminels. Dans la province de Baghdis, la situation n'est pas bonne, mais il y a eu une tournée du ministre en charge du Développement rural, ainsi qu'un redéploiement de la police et de

l'armée nationale.

MSF. La délégation a bien compris que l'image de Kaboul en Belgique était liée à sa réaction dans le dossier de l'assassinat de la Belge **Hélène De Beir** (MSF-Hollande). Une arrestation clé avant la fin de la semaine ? Même cela est possible, mais Karzaï rappelle que la justice afghane est dominée par la loi et les éléments de preuve. Karzaï nie formellement que le policier déchu, suspect principal du meurtre, ait jamais été réintégré.

Talibans. Le président ne les pense pas aptes à constituer une force politique, mais... Mieux vaut les talibans en discussion, en intégration au processus politique plutôt qu'occupés à tuer des gens. Notons que l'amnistie proposée aujourd'hui semble ne pas s'appliquer au mollah Omar.

Terrorisme. Ben Laden ? Karzaï pense qu'il n'est pas en Afghanistan, mais sans doute dans la région. Quant aux 17 détenus afghans de Guantanamo, ils ont été libérés, sont rentrés dans leurs familles. Certains étaient des criminels, d'autres ont peut-être été interceptés par erreur. Dans une opération comme celle-là, vous êtes contraint de faire des erreurs. Et contraint de relâcher des criminels.

Femmes. Avec trois ministres de sexe féminin, une gouverneure, une ambassadrice, l'Afghanistan intègre la femme bien mieux que le Koweït, ou plus exactement, reprend Karzaï, le Koweït aurait dû faire bien mieux que nous. L'Afghan des campagnes est l'homme le plus traditionnel au monde, remarque-t-il, mais c'est aujourd'hui une révolution : ces hommes nous demandent des maternités, du matériel périnatal. Et cette jeune fille de 27 ans récemment lapidée ? Ce n'était pas une lapidation, remarque le président qui en nie énergiquement le principe, c'est un meurtre : le père a tué la fille lorsqu'il a su qu'elle voulait vivre avec un autre homme que son époux. Et si une lapidation « populaire » se produisait ? Le Pakistan et l'Inde en expérimentent (sans pouvoir l'empêcher) or nous n'avons pas leur administration. Une action réactive est possible, mais pas préventive.

Assistance. C'est là la grande victoire remportée par Karzaï cette semaine : la promesse du Parlement européen de consacrer à l'Afghanistan une ligne budgétaire autonome pour 2007-2013. Une aide unifiée, qui passe sans défaut par le gouvernement de Kaboul, une assistance directe, hors humanitaire, dans laquelle les ONG ne viennent pas puiser. Une nouvelle conférence « post-Bonn » (en principe fin 2005 à Kaboul) établira un plan de développement dans lequel devront s'intégrer toutes les aides. Comme le dit Karzaï, dans un an, c'est demain.

Belgique et Otan assurent leur soutien futur à Kaboul

AFP; BELGA; LALLEMAND, ALAIN

Jeudi 12 mai 2005

Afghanistan Rencontre positive Karzaï-Verhofstadt

ALAIN LALLEMAND

A l'entame de sa première journée de travail à Bruxelles, le président afghan Hamid Karzaï, reçu par le Premier ministre belge Guy Verhofstadt, a exprimé sa détermination à faire juger le plus vite possible les assassins des cinq collaborateurs de MSF tués le 2 juin 2004 dans la province de Baghdis (nos éditions d'hier), dont la coordinatrice belge **Hélène De Beir**. M. Karzaï a confirmé qu'il rencontrerait ce vendredi, avant de quitter la Belgique, le père de la victime belge, M. Francis De Beir.

Le président afghan, pressé par le Premier ministre belge de débloquer ce dossier, a reconnu que les autorités de son pays avaient sans doute manqué de « détermination » dans le suivi de ce quintuple assassinat, mais a également souligné que la situation sur le terrain avait évolué suite à l'envoi, dans la province de Baghdis, de renforts de police et de l'armée.

A ce stade de bonne volonté répondaient plusieurs engagements politiques belges : Guy Verhofstadt a annoncé qu'outre les trente millions d'euros (pour 2002-2006) que la Belgique a promis à l'Afghanistan lors de la conférence des pays donateurs de Tokyo en 2002, Bruxelles ferait également un effort supplémentaire d'un million d'euros pour soutenir les élections du 18 septembre - élections parlementaires durant lesquelles seront élus les 249 membres de la "Wolesi Jirga" - ainsi que 600.000 dollars consacrés à l'éradication du pavot.

Au niveau militaire, la présence belge au PRT (équipe provinciale de reconstruction) de Kunduz passera de cinq à vingt éléments (dont des démineurs) à partir de juillet prochain. De manière ponctuelle, durant six mois, la Belgique déploiera également 80 militaires supplémentaires en Afghanistan ainsi que quatre chasseurs F-16, pour renforcer l'Isaf (la force internationale d'assistance à la sécurité) durant la période des élections.

Deux autres points ont été abordés de manière positive : au niveau du ministère des Finances, la promotion des investissements belges en Afghanistan et l'aide aux exportations afghanes vers la Belgique ; et, au niveau du ministère de l'Intérieur, l'étude du retour au pays des réfugiés afghans se trouvant pour l'heure sur le territoire belge.

L'autre temps fort de la visite du président Karzaï à Bruxelles était, ce mercredi, sa visite au siège de l'Otan et sa rencontre avec le secrétaire général Jaap de Hoop Scheffer. Tout comme à Strasbourg ce mardi, le président afghan a rappelé que Kaboul avait besoin d'un soutien durable de l'Otan et de la communauté internationale, bien après les élections de septembre. Le plan afghan de lutte contre le pavot requiert lui aussi l'aide étrangère.

Le secrétaire de l'Otan l'a assuré du soutien continu de l'Alliance au cours des prochaines années, et rappelé que l'Isaf s'était d'ores et déjà étendu vers le nord et, plus récemment, vers l'ouest de l'Afghanistan, débordant ainsi la présence conventionnelle sur la seule capitale Kaboul. M. de Hoop Scheffer confirme par ailleurs le projet d'étendre

d'ici la mi-2006 la présence de l'Isaf à l'est et au sud. (Avec Belga.)

Heurts à Jalalabad

Au moins quatre personnes sont mortes, cinquante autres blessées lors d'une violente manifestation antiméricaine tenue à Jalalabad (est). Cinq à dix mille personnes se sont mobilisées depuis mardi en réaction aux profanations du Coran dont se seraient rendus coupables devant les détenus les gardiens de Guantanamo. (AFP.)

MSF: "Kaboul légitimise le meurtre des humanitaires"

LALLEMAND, ALAIN

Mercredi 11 mai 2005

Afghanistan Les humanitaires demandent à Karzaï et à l'Union européenne la fin de l'impunité des assassins

ALAIN LALLEMAND

Arrivé en Belgique hier soir pour une visite de deux jours (lire ci-dessous), le président afghan Hamid Karzaï ne bénéficiera chez nous d'aucun état de grâce. MSF-Belgique et MSF-Hollande ont donné ce mardi le ton, rappelant que les meurtres, le 2 juin 2004, de leurs cinq collaborateurs (dont la coordinatrice belge **Hélène De Beir**, 30 ans) n'avaient jamais été sanctionnés malgré l'identification répétée d'un suspect principal. Pire : en mars, ce suspect, commandant d'une force de police locale, jamais détenu, jamais inculpé, a été réintégré dans ses fonctions.

Gorik Ooms, directeur général de MSF-Belgique, et Kenny Gluck, directeur des opérations de MSF-Hollande, en tirent les conséquences : Pour autant qu'on le sache, jamais le suspect n'a été mis hors cause. (Par cette réintégration du suspect,) l'Afghanistan légitimise ces assassinats. Et MSF de confirmer qu'il ne saurait y avoir, en l'état, de retour de MSF dans un pays où leurs collaborateurs seraient une cible légitimée de violence. MSF, avant de quitter le pays dans la foulée du quintuple assassinat, y avait travaillé durant 24 ans, assurant la présence non gouvernementale la plus ancienne.

Pour rappel, le drame s'est produit il y a près d'un an, le mercredi 2 juin 2004 vers 15 h 30, en province de Badghis, sur la route de Khairkhana à Qual-I-Now : le Toyota Land-Cruiser de MSF-Hollande, dûment identifié et ne transportant pas d'armes, avait quitté sa base à 15 h 00 pour un voyage de routine, et devait se signaler par radio à 15 h 45. Or, victime d'une embuscade, il ne s'est jamais signalé. Si rien ne fut volé, ses cinq passagers furent passés par les armes : Hélène De Beir, qui avait fait ses preuves en Cote d'Ivoire et en Irak ; le médecin norvégien Egil Tynaes, le logisticien néerlandais Pim Kwint, le traducteur afghan Faisal Ahmad et leur chauffeur Besmilah.

Depuis lors, l'Armée nationale afghane et le ministère de l'Intérieur ont enquêté. De manière répétée, relève Kenny Gluck, de juin 2004 à mars 2005, ils nous ont dit avoir identifié le suspect, un commandant de police locale. Mais il n'y a jamais eu de suite. (...) Nous avons eu des rendez-vous continus avec le ministre adjoint de l'Intérieur, avec le responsable de la sécurité nationale, etc., mais il n'y a jamais eu ni inculpation ni poursuite. Le gouvernement afghan est responsable des crimes commis sur son territoire : nous pensons que l'impunité des assassins met en péril toute aide humanitaire.

Sur ce point, Gorik Ooms est cinglant: Tant la Belgique que l'Union sont donateurs de fonds pour la police afghane. Je dis que nous devrions être plus exigeants : si Kaboul n'a pas le contrôle de la police, qui contrôle ces policiers ?

MSF pose ainsi avec acuité le problème de la criminalisation et de l'absence de contrôle du pays par Kaboul, et des compromissions engendrées par l'union nationale. Le père de la victime belge, M. Francis De Beir, nous a dit ce mardi n'avoir jamais reçu la moindre information sur l'enquête, ni de la part des autorités afghanes, ni de la part de la Belgique. Dans la foulée du coup de gueule de MSF, il a obtenu de rencontrer Hamid Karzaï vendredi matin. Et Guy Verhofstadt interpellera Hamid Karzaï sur ce sujet ce mercredi. Une double ouverture ?

Karzaï à Bruxelles pour deux jours

Après une brève visite au Parlement européen de Strasbourg où il a appelé à ne pas abandonner son pays après les élections parlementaires de septembre prochain (Nous n'en serons qu'au tout début du processus de Bonn, rappelle-t-il, l'Afghanistan a autant besoin aujourd'hui de votre aide que l'Europe n'avait elle-même besoin d'aide il y a 60 ans), le président Hamid Karzaï débarquait hier en fin d'après-midi à Melsbroek pour un séjour qui durera jusqu'à vendredi et le verra écartelé entre gouvernement, Chambre et Sénat belges, l'Otan, la Commission et le Conseil européens.

A l'exception du Sénat, mercredi soir, où il peut attendre de la présidente Anne-Marie Lizin un soutien jamais démenti à la cause des femmes, le "président au karakouli" peut-il attendre autre chose de la Belgique? La présence en Afghanistan de l'armée belge se réduit comme peau de chagrin à moins de 300 hommes (avec un renfort aérien ponctuel pour les élections de septembre), et rien n'indique un redéploiement. Par ailleurs, malgré des effets d'annonce, le gouvernement n'a jamais saisi l'occasion - pourtant offerte - de devenir le partenaire privilégié de l'Afghanistan dans les politiques de droits des femmes et de remise à niveau de l'administration du pays.

La surprise pourrait venir de la coopération au développement : Kaboul entend tenter sa chance et solliciter son inclusion dans les 18 pays de concentration de notre coopération au développement. Scénario-fiction, mais n'est-ce pas convergent avec les déclarations d'intention du ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht en ce début d'année ?

C'est au niveau du Conseil de l'Europe - singulièrement la rencontre jeudi midi avec le haut représentant du Conseil

Javier Solana - et de la Commission (MM. Karzaï et Barroso se rencontrent ce mercredi à 15 h) que se situent les attentes réelles : on le sait par les études de l'ONUDC, l'Afghanistan croule sous la drogue, la criminalité, et a un besoin impérieux de l'aide internationale. De ce point de vue, la corruption est nationale, certes, mais elle serait également internationale, gangrenant non seulement Kaboul, mais aussi la Banque mondiale. Par ailleurs, trop de dons et promesses de dons demeurent à l'étranger sans atteindre réellement l'Afghanistan.

Kaboul n'en est pas (exclusivement) réduit à mendier : un programme de grands travaux est à l'oeuvre, le président Karzaï viendra sans doute l'expliquer. Et, alors que le "renforcement de la paix" (Tahkim-e Solh) voire l'amnistie de Gulbuddin Hekmatyar - ou du mollah Omar en personne - sont à l'ordre du jour à Kaboul, il sera heureux de forcer l'Europe et la Belgique à tourner la page des «conflits ethniques» et des «seigneurs de la guerre» pour aborder les priorités réelles du pays : infrastructure et développement.

A.L.

AFGHANISTAN ARABIE SAOUDITE COLOMBIE IRLANDE Elections : l'impasse ? Adieu à Hélène De Beir Américains tué, enlevé Nouveau chef des Farc ? Droit du sol

AFP; BELGA

Lundi 14 juin 2004

AFGHANISTAN

Elections : l'impasse ?

Les premières élections post-talibans seront probablement reportées pour la deuxième fois, a annoncé samedi la commission électorale. Les élections ne peuvent pas avoir lieu en septembre, a déclaré le porte-parole du Corps électoral conjoint. Le président Karzaï a réagi à ces propos : L'intention en Afghanistan est de tenir des élections en septembre, et nous travaillons à cela. (AFP)

Adieu à Hélène De Beir

Quelque 1.500 personnes ont assisté samedi matin à Courtrai aux obsèques de la Belge **Hélène De Beir** (MSF-Holland), 29 ans, tuée la semaine dernière par des talibans dans le nord-ouest de l'Afghanistan. **Mlle De Beir**, responsable de projet, travaillait dans la province de Badghis. (Belga)

ARABIE SAOUDITE

Américains tué, enlevé

Les Etats-Unis ont exprimé dimanche leur préoccupation au lendemain de l'assassinat d'un Américain et de l'enlèvement d'un autre en Arabie Saoudite, appelant Riyad à renforcer sa lutte anti-terroriste et proposant une aide accrue au royaume. L'assassinat et l'enlèvement de citoyens américains ont été revendiqués par Al-Qaïda. (AFP.)

COLOMBIE

Nouveau chef des Farc ?

Le chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), Manuel Marulanda "Tirofijo", 72 ans, aurait été remplacé par Alfonso Cano, chef politique de la guérilla, a annoncé le sénateur Jaime Dussan (gauche). Des rumeurs, faisant état du décès de "Tirofijo" des suites d'un cancer de la prostate, circulent depuis plusieurs mois. (AFP.)

IRLANDE

Droit du sol

Les Irlandais ont approuvé en grande majorité un amendement constitutionnel destiné à rendre plus restrictif l'accès à leur nationalité : d'après le dépouillement de plus de 95 % des bulletins, 79 % des électeurs ont approuvé le gouvernement dans sa volonté de remettre en cause l'octroi automatique de la citoyenneté irlandaise à tout enfant né sur le sol irlandais. (AP)

Afghanistan - Meurtre de cinq collaborateurs de MSF, dont une jeune Belge MSF sous le feu, l'humanitaire assassiné

LALLEMAND, ALAIN

Vendredi 4 juin 2004

Afghanistan - Meurtre de cinq collaborateurs de MSF, dont une jeune Belge

MSF sous le feu, l'humanitaire assassiné

ALAIN LALLEMAND

L'attaque s'est produite peu avant 15 h 30 ce mercredi, en province de Badghis (nord-ouest), dans le district de Qades, sur la route de Khairkhana à Qual-I-Now. Le Toyota Land Cruiser de MSF Holland avait quitté Khairkhana à 15 h et devait se signaler par radio à 15 h 45. Le contact radio n'a jamais eu lieu... Au nombre de ses cinq passagers, la Belge **Hélène de Beir**, 30 ans, coordinatrice de projet.

Que s'est-il passé ? A 17 h 20, précise MSF Belgique, le véhicule a été retrouvé à 25 minutes de route de Khairkhana,

ses cinq occupants ayant succombé à une attaque menée, selon le chef de la police provinciale Amir Sha Nayeبزادا, par «les talibans» : Deux hommes en moto sont arrivés face à la voiture, l'ont forcée à s'arrêter en mettant leur moto en travers de la route, affirme M. Nayeبزادا. Les assaillants ont alors ouvert le feu sur le véhicule, tuant sur le coup les cinq passagers. La police affirme que les assaillants ont utilisé une kalachnikov, un pistolet et fait usage d'une grenade. Rien n'a été volé, précise la police, ce n'est pas le travail de voleurs, nous sommes sûrs à 100 % qu'il s'agit là de l'oeuvre de talibans et d'Al-Qaïda. Au vu de l'état du véhicule, MSF confirme que des coups de feu ont été tirés à travers le pare-brise avant, la vitre du côté conducteur, ainsi que par la vitre arrière. Par ailleurs, une grenade a explosé car des restes de mitraille étaient sur le sol au bord de la voiture.

De nationalité belge, **Hélène de Beir**, coordinatrice de projet pour MSF Holland, est au nombre des victimes : elle travaillait depuis cinq ans pour MSF Holland, la région de Herat ayant capté l'essentiel de son énergie. Mlle **de Beir** avait également travaillé en Côte d'Ivoire durant les derniers troubles, ainsi qu'en Irak durant la guerre. Outre **Hélène de Beir**, les victimes sont Willem Kwint, logisticien de nationalité néerlandaise ; Egil Tynaes, médecin norvégien ; Fasil Ahmad, traducteur afghan ; et "Besmilah", chauffeur afghan.

Les réactions à ce quintuple assassinat n'ont pas tardé : mercredi soir, le ministre des Affaires étrangères Louis Michel a jugé répugnant le fait de commettre des attentats contre des travailleurs humanitaires alors que ceux-ci s'offrent comme volontaires pour travailler dans des conditions extrêmement difficiles en Afghanistan. Le président intérimaire afghan Hamid Karzaï a évoqué un très triste incident. Nous en sommes désolés.

Jusqu'à nouvel ordre, le temps d'évaluer la portée de cette attaque, MSF suspend toutes ses activités en Afghanistan, à l'exception de celles qui ont une incidence vitale. Car le drame pose question : cinq sections de MSF sont actives en Afghanistan, soit 80 volontaires expatriés et près de 1.400 nationaux dont l'activité est visible dans douze provinces distinctes. La section Belge est au Nord (notamment à Maimana, proche du lieu de l'attaque), la section néerlandaise est à l'Est, et les sections française, espagnole et suisse se situent dans le centre. MSF et l'Afghanistan, c'est vingt-cinq ans de combats communs.

Or, s'il est exact que l'enregistrement des électeurs, en prévision du scrutin de septembre, a vu une multiplication des attaques de ce genre, cette nouvelle vague de violences demeurerait confinée au Sud-Sud-Est, fiefs talibans. Le Nord-Ouest, où s'est déroulée l'attaque de mercredi, n'est pas un front islamiste. C'est une zone de frictions entre factions armées, et la province de Badghis est réputée fort sûre. Dès lors, avant d'avaliser la version d'une attaque "talibane", et puisqu'il semble que la police dispose de détails qui laissent entrevoir à terme de possibles arrestations, il est opportun que MSF marque une pause pour comprendre les motifs d'une telle agression. Dans l'immédiat, les expatriés de la section néerlandaise de MSF ont été transférés vers Kaboul, et deux expatriés belges de MSF, présents à Maimana, sont transférés vers Mazar-I-Sharif. (Avec AFP.)